

"LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE"

COLLOQUE

Samedi 2 octobre 2021 de 14 h 30 à 18 h 30

"Quelques figures politiques varoises des XIX^e et XX^e siècles"

"Maires et Francs-Maçons
à Toulon au XIX^e siècle"



Evelyne
MAUSHART

"Pierre RENAUEL :
un politique varois
d'envergure nationale"



Bernard
SASSO

"L'affaire du
canal de Panama :
CLEMENCEAU
dans la tourmente"



Claude
CIURLETTI



Salle Louis Baudoin, Collège L'Herminier
Allée des Nymphéas
83500 La Seyne-sur-Mer
Entrée libre



Le Filet du Pêcheur
Hors-série N° 5
Prix 3 €
C.P.P.A.P. N° 0423 G 88902
I.S.S.N. N° 0758 1564



*Les Amis de La Seyne
Ancienne et Moderne*
Siège social :
"Les Laurières"
543 route des Gendarmes d'Ouvéa
83500 LA SEYNE-SUR-MER
06 10 89 75 23
bernard.argiolas83@gmail.com



LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE

Bulletin trimestriel de liaison
"Le Filet du Pêcheur"
Hors-Série N°5

Président : Bernard ARGIOLAS.
Directrice de la publication : Charlotte PAOLI.
Réalisation : Bernard ARGIOLAS, Germaine LE BAS.
Illustrations : Bernard ARGIOLAS.
Mise en page : Germaine LE BAS.
Photographies : Collections privées ou internet libre de droits.
Imprimeur : Imprimerie SIRA (83110-Sanary).
Adresse e-mail : bernard.argiolas83@gmail.com
Site : seynoise.free.fr/seyne_ancienne_et_moderne/presentation.html

LE MOT DU PRESIDENT

Chers amis,

La situation sanitaire reste préoccupante...

Suivant que l'on soit optimiste ou pessimiste, on voit le bout du tunnel proche de nous, ou encore bien éloigné...

Dans tous les cas, une seule règle : ne pas baisser la garde, continuer à se protéger...

Aussi, vous ne serez pas surpris de la décision que je prends aujourd'hui après avoir consulté mes amis du Conseil d'Administration : **pas de conférence le 21 février !**

Croyez bien que je le regrette profondément, mais la prudence doit l'emporter sur toute autre considération.

Par contre, je crois fermement à la tenue de nos conférences, de mars à juin. Et vous trouverez en pages 3 et 4 de couverture le programme très séduisant que nous vous proposons.

Vous allez pouvoir aussi trouver dans ce numéro hors-série la restitution des trois conférences passionnantes qui composaient notre colloque d'octobre. Notre *"Filet du Pêcheur"* reste ainsi un lien privilégié et particulièrement appréciable entre nous.

Dès que cette pandémie nous laissera un peu de répit, nous espérons reprendre nos sorties pédestres, et nos promenades de la journée. De même, nous pourrions enfin organiser à ce moment-là, une Assemblée Générale traditionnelle et conforme à nos habitudes.

Dans l'attente de jours meilleurs, restez prudents et protégez-vous.

Bien amicalement,

Bernard ARGIOLAS.

A l'occasion des "Journées BONAPARTE" organisée par la municipalité de La Seyne-sur-Mer, notre association avait pris la décision de rééditer le célèbre ouvrage de Pierre VIEILLEFOSSE :

"Bonaparte au siège de Toulon 1793"

Réalisé en 1995 par "Les Cahiers Seynois de la Mémoire", nous avons donc lancé une nouvelle édition de cet ouvrage jusque-là épuisé...

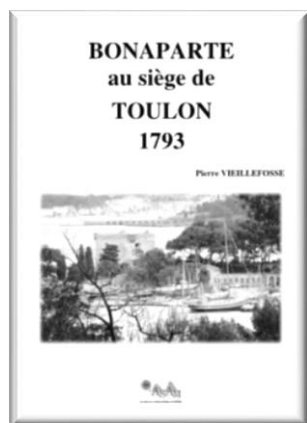
Tout en conservant rigoureusement le texte initial et les illustrations d'origine, ce nouveau tirage améliore la qualité des documents, en propose de nouveaux, met les notes en bas de page pour une meilleure lisibilité.

Nous sommes convaincus qu'il répondra à l'attente de nombreux Seynois curieux de redécouvrir un épisode très célèbre de notre histoire locale, et de s'intéresser aux premiers actes victorieux de BONAPARTE sur le chemin de sa future gloire.

Vous pouvez vous procurer cet ouvrage, au prix de 10 €, auprès de :

Bernard ARGIOLAS : 06 10 89 75 23 Jacqueline PADOVANI : 04 94 94 68 44

Jean-Claude AUTRAN : 04 94 32 41 16 Chantal et Damien DI SAVINO : 06 82 06 70



Sommaire

Le Mot du Président	Bernard ARGIOLAS	Couv.2
Informations Conférences : février, mars.		Couv.3
Invitations Conférences : avril, mai, juin.		Couv.4
<i>"Maires et francs-maçons à Toulon au XIX^e siècle"</i> .	Evelyne MAUSHART	1
<i>"L'affaire du canal de Panama : CLEMENCEAU dans la tourmente"</i>	Par Claude CIURLETTI	13
<i>"Pierre RENAUDEL : Un politique varois d'envergure nationale"</i> .	Bernard SASSO	20

"MAIRES ET FRANCS-MAÇONS A TOULON AU XIX^E SIECLE".

Par Evelyne MAUSHART.



Avant d'aborder les maires francs-maçons à Toulon, voyons succinctement ce qu'est la franc-maçonnerie.

A l'époque de la construction des cathédrales, les maçons qui voulaient en faire leur métier étaient initiés aux pratiques de leurs aînés dès leur plus jeune âge et devaient suivre les rudiments du maître jusqu'au jour où ils étaient acceptés compagnons. Après ils consacraient le reste de leur vie à l'édification de monuments religieux.

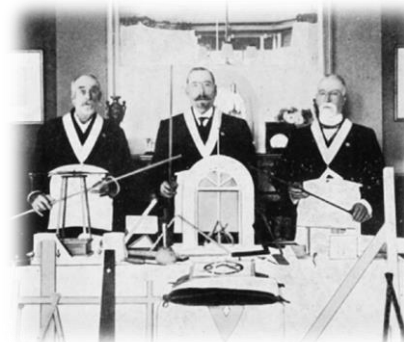


On appelait alors ce système : maçonnerie "opérative", car il regroupait des gens de métier, des maçons qui travaillaient de leurs mains. Le terme *freemason* désignait les ouvriers spécialisés dans le façonnage de la pierre tendre. Ces maçons rangeaient leurs outils dans des cabanes qu'ils appelaient "loges", où ils débattaient du travail à faire et venaient s'y détendre. Ces organisations de métier avaient aussi pour fonction de veiller à tous les problèmes que pouvaient rencontrer les ouvriers et leurs familles dans leur vie quotidienne. Les grades étaient obtenus selon la compétence de l'ouvrier (apprenti, compagnon, maître) en respectant un rituel.



Peu à peu, à la suite du déclin des chantiers religieux, vers la fin du Moyen

Âge, ces loges s'ouvrent à des bourgeois et à des clercs, ce qui amène à la transformation de la maçonnerie "opérative" en maçonnerie "spéculative", c'est-à-dire plus moderne et symbolique. On appelle les maçons "spéculatifs" les penseurs et les intellectuels qui n'ont aucune connaissance des techniques de construction. Des hommes étrangers aux professions de constructeurs (maire, notable, curé) ont régulièrement été intégrés dans les groupements de métiers. Un siècle plus tard, ils deviennent majoritaires, ce qui modifie profondément le métier.



La maçonnerie contemporaine a vu le jour dans le courant du XVI^e siècle en Grande-Bretagne. A partir de 1598, William SCHAW, maître des travaux du roi JACQUES VI, publie un ensemble de textes qui va réformer le métier.

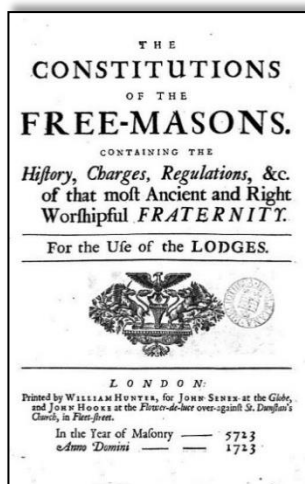
Pendant longtemps, il était de coutume de situer la naissance de la franc-maçonnerie spéculative en Angleterre au 24 juin 1717 lorsque quatre loges de Londres, qui étaient des groupements corporatifs des métiers du bâtiment, se sont réunies pour former une "grande loge" et acceptent en majorité des personnes étrangères au métier. Les nouveaux membres étaient généralement des bourgeois fortunés qui faisaient des dons pour leur permettre de continuer à aider leurs confrères. La fraternité développée au sein de cette nouvelle loge va, par la suite, séduire de nombreuses autres notabilités. Donc plus rien à voir avec les constructions de cathédrales.

Le 17 janvier 1723, les *Constitutions d'Anderson* transforment l'atelier d'ouvriers en centre de réunion d'hommes qui obéissent à une loi morale et sont prêts à suivre "une religion sur laquelle tous les hommes sont d'accord... être bons, sincères, modestes et gens d'honneur".

Vous pouvez voir qu'il y a deux dates : celle prenant pour base la naissance de Jésus, et l'année maçonnique qui commence 4 000 ans avant notre ère. Le calendrier maçonnique utilise la date de la création du monde selon la Genèse.



William SCHAW





James ANDERSON

James ANDERSON (1684-1739), un pasteur protestant anglais, diplômé d'université, a rédigé ces constitutions en collaboration avec un autre pasteur anglais, **John Théophilus DESAGULIERS**.

Au début du XVIII^e siècle, la haute aristocratie britannique est poursuivie pour ses opinions, ce qui pousse certains stuartistes à venir se réfugier en France où la première obédience aurait pris naissance en 1725 à Paris, La Grande Loge de France (futur GODF en 1773). D'autres obédiences se forment en Europe, La Grande Loge de Dublin (Irlande) en 1725, La Grande Loge de Munster en 1726, La Grande Loge d'Ecosse en 1736 et bien d'autres.



John Théophilus DESAGULIERS

Voilà ce qu'est de l'histoire générale du début de la franc-maçonnerie en Europe. Qu'en est-il pour notre région, et Toulon en particulier ?

Au XVIII^e siècle, les loges se répandent en province avant la Révolution française, Avignon en 1746, Marseille en 1740, Toulon en 1750, sous différentes obédiences. La loge est l'unité de base d'une obédience, lieu où les maçons se rassemblent. L'obédience est la fédération de loges qui se placent sous une autorité spécifique, principes communs. Quelques loges toulonnaises entre 1750 et 1787 :

- ✓ *Saint-Jean* (Métropole) (ou *Saint-Jean de Jérusalem, dite du Vénérable Salomé*), en 1750, GLDF.
- ✓ *La Double Union*, en 1761, Mère loge écossaise de Marseille.
- ✓ *Les Amis Constants*, en 1765, Mère loge de Lyon.
- ✓ *La Parfaite Alliance* en 1766, GLDF.
- ✓ *La Parfaite Harmonie (Loge de la Marine et Militaire)*, en 1769, GLDF.
- ✓ *La Nouvelle Harmonie (Loge Militaire et de la Marine)*, en 1772, GLDF.
- ✓ *L'Ecole des Mœurs*, en 1782, Mère loge écossaise de Marseille.
- ✓ *Les Elèves de Minerve*, en 1783, GODF (depuis 1773).
- ✓ *Les Elèves de Mars et de Neptune* en 1783. GODF.

(La loge rassemble donc les éléments militaires et maritimes du port de Toulon.)

- ✓ *Les Amis Constants et l'Ecole des Mœurs Réunis*, en 1787, Mère loge écossaise de Marseille

Toutes ces loges entrent en sommeil durant la Révolution française et reprennent leurs activités en 1800 jusque vers

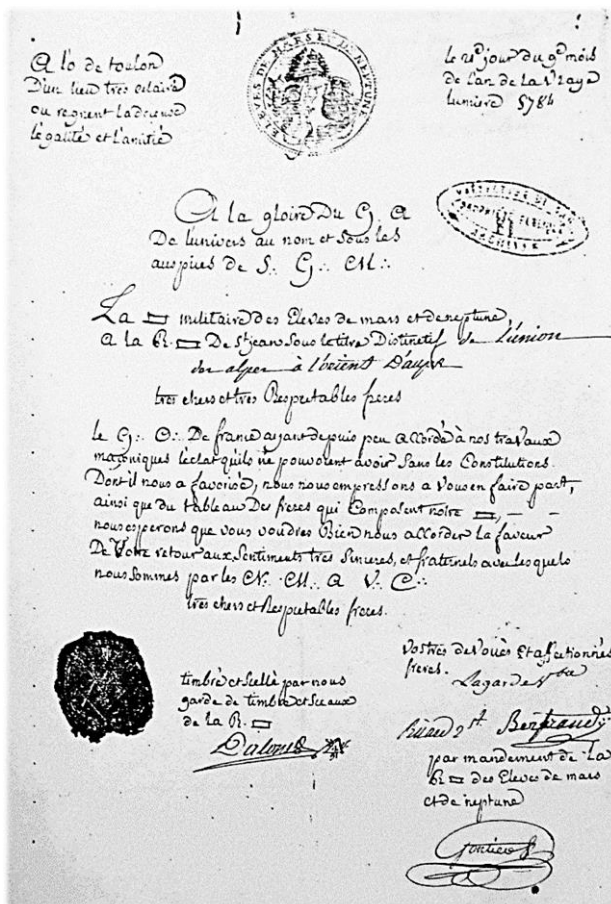
1810-1814 comme on va le voir. La prolifération des loges maçonniques a été considérablement favorisée à Toulon par la présence de la Marine. Les mutations et campagnes militaires amènent un nombre toujours plus varié de personnes venant de différents horizons. Au XVIII^e siècle, des officiers trouvent dans les loges un lieu de sociabilité qui leur permet de se regrouper par affinité. Un quart des officiers de Marine à Toulon est maçon.

A Toulon, ce n'est que quelques mois après le 18 Brumaire an VIII (9 novembre 1799) et le renversement du Directoire par BONAPARTE que les loges se reconstituent.

Une seconde vie maçonnique voit donc le jour à Toulon sous le Consulat (9 novembre 1800-18 mai 1804) qui favorise la création de loges tout en les maintenant sous la tutelle de Napoléon BONAPARTE, pour devenir "une sorte de parti" qui devait permettre en France "de contrôler l'opinion". En 1800, la France recense 74 loges à la fois à Paris et en province, régies par l'article 291 du Code Pénal (1810).

Sous le 1^{er} Empire (18 mai 1804 - 4 avril 1814), Napoléon BONAPARTE place son frère Joseph en qualité de grand maître du Grand Orient, toujours pour mieux contrôler l'obédience.

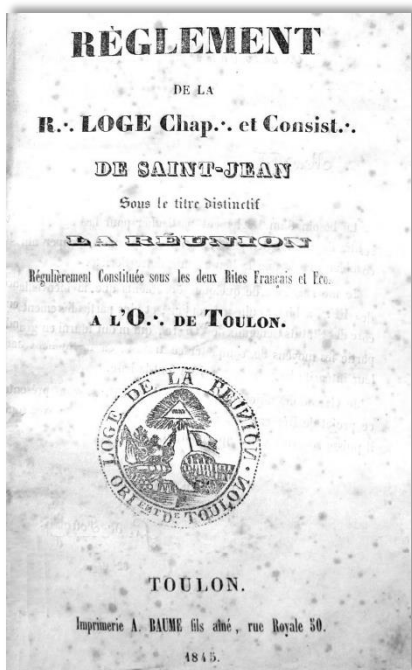
Une loge a particulièrement marqué la ville, au XIX^e siècle, *La Réunion*, ancienne loge des *Elèves de Mars et de Neptune*, sous les auspices du Grand Orient de France, obédience strictement masculine jusqu'en 2010. Les autres obédiences qui viendront côtoyer le Grand Orient à partir du 20^e siècle, seront masculines, mais aussi mixtes et féminines.



On a connaissance du nom des vénérables de cette loge entre 1803 et 1814 grâce aux travaux du secrétaire de la loge. Ceux qui entrent dans les loges ont une forte volonté de républicaniser les services.

- 1803-1804 : Joseph RICARD, commis.
- 1805-1806 : François GAUTIER, propriétaire.
- 1807 : François GASQUET, confiseur.
- 1818-1810 : Pierre-Louis PICHAT, lieutenant d'artillerie de la marine.
- 1811-1814 : Paul FERRAT, pharmacien.

De nombreuses personnalités toulonnaises ont été intégrées dans cette société, on va voir que les maires en font partie à partir de 1848. Et sous la III^e République, presque tous sont devenus membres de la loge *La Réunion*, soit avant d'être élus, soit au cours de leur mandat municipal comme on va le voir.



A partir de la Restauration (1814-1830), seul le Grand Orient de France survivra à Toulon, la seule obédience jusqu'à la fin du siècle. L'allégeance du Grand Orient à chaque régime lui a permis de continuer d'exister et ne pas être inquiété.

La loge *Les Elèves de Mars et de Neptune* devient la loge *La Réunion* en 1816, nom qu'elle porte encore aujourd'hui. On recense rapidement près d'une centaine de membres (1821).

Ce changement de dénomination était destiné à marquer l'importance de l'élément civil de la nouvelle formation, substituant ainsi le caractère spécifiquement militaire de la première.

Après 1830, des idées nouvelles apparaissent sous la forme d'utopies sociales. Les maçons se penchent désormais vers la gauche à l'image des Saint-simoniens et revendiquent les mêmes idées égalitaires.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, Toulon apparaît, grâce à l'arsenal et son importante population ouvrière, comme la ville la plus révolutionnaire de la région et le restera jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Dans le noyau saint-simonien qui s'est implanté à Toulon dans les années 1830 se détachent quelques personnalités qui ont laissé leur nom : Louis JOURDAN, ami très proche D'ENFANTIN (le réformateur social, un des principaux chefs de file du mouvement saint-simonien. Louis JOURDAN, journaliste à Paris au

Siècle, participe à l'installation du saint-simonisme à Toulon. On a aussi des noms connus : le père de Jean AICARD, Alexandre MOUTTET, Fulcran SUCHET, Charles PONCY, Antoine Michel BLACHE, (arrière grand-oncle de Noël BLACHE).

La révolution de 1848 : La Seconde République est installée à Toulon, comme dans l'ensemble du Midi méditerranéen et dans quelques autres régions. Un maire socialiste, Fulcran SUCHET, est nommé le 14 mars par le préfet Emile OLLIVIER.



Fulcran SUCHET : Né à Toulon le 5 mai 1812- mort à Toulon le 24 mars 1883, c'est un simple négociant qui s'est investi dans la vie politique de sa ville. C'est un républicain démocrate et un militant saint-simonien sous la monarchie de Juillet. Et en 1848, il est élu maire de Toulon. Il sera maire du 14 mars 1848 au 17 juillet 1848.



Fulcran SUCHET

Lui aussi fait partie de la franc-maçonnerie. Plusieurs membres de sa famille sont entrés en loge, ce qui est assez exceptionnel pour être signalé. Fulcran est initié apprenti en 1835. L'année suivante, ses deux frères Jean-Baptiste et Alexandre en font autant, tout comme ses deux autres frères Pierre et Thomas les années suivantes. En 1841, Fulcran fait même adhérer son jeune fils de trois ans, Gustave qui devient louveteau (*low-ton*). Un fils qui meurt très jeune, à l'âge de 22 ans le 30 mai 1864 (n° 983), d'une "maladie de langueur".



La mort vient de frapper une famille de notre ville déjà bien douloureusement éprouvée. Gustave SUCHET a été moissonné à 25 ans, à la suite d'une de ces maladies de langueur qui atteignent prématurément les existences les mieux données. Nature généreuse, pleine de nobles aspirations, orgueil d'un père qui se voyait renaître dans ce fils unique, d'une mère qui ne vivait que pour lui, Gustave Suchet est pleuré par toute notre population.

Ce deuil public est une conséquence de l'émotion bien naturelle que provoque une si riche organisation tranchée dans sa fleur.

Il est aussi l'hommage mérité de l'estime universelle qui entoure M. Fulcran Suchet, ancien représentant de Toulon à l'Assemblée constituante, membre du Conseil général du Var pour notre ville, l'homme le plus sympathique aux classes ouvrières dont il a toujours été l'ami désintéressé, le conseil respecté aux temps des plus grandes émotions de la place publique, le défenseur autorisé devant les assemblées politiques. M. Fulcran Suchet personnifie la probité politique et l'attachement aux principes qui ont éclairé son existence à toutes les périodes de sa vie; quoi d'étonnant que l'honnêteté publique s'émeuve du coup qui le frappe et s'associe unanimement à son deuil.

Au moment où nous mettons sous presse, un immense cortège accompagne à sa dernière demeure l'enfant regretté que Dieu a reçu dans son éternelle paix, car il était, à l'exemple de son père et de sa mère, doux aux humbles et charitable aux malheureux.

A. ELOY.

Le Toulonnais, journal trihebdomadaire, rend hommage à l'ensemble de la famille. Un discours très émouvant est prononcé par son ami Nestor NOBLE. L'article ne le précise pas, mais il s'agissait très certainement de funérailles maçonniques.

La période républicaine toulonnaise est très courte, elle ne dure que quatre mois, Fulcran SUCHET étant déchu le 17 juillet 1848.

Le 13 mai 1849 il devient représentant du peuple à l'Assemblée Législative, élu député et siège à la Montagne (extrême gauche). Son engagement politique le pousse à s'opposer à l'action du gouvernement qui tendait à rétablir la puissance temporelle du pape.

Ayant pris part à l'affaire du 13 juin 1849, il est arrêté le 8 février 1850, il est jugé et condamné à cinq ans d'emprisonnement. Ses relations lui permettent de ne purger qu'une partie de sa peine, deux ans. Le Père ENFANTIN et le Prince NAPOLEON abrégèrent sa peine. Il revient donc à Toulon et reprend son commerce qu'il avait placé sous le nom de son épouse Anaïs durant sa captivité. Pendant une dizaine d'années il ne s'occupe plus de politique

commerce qu'il avait placé sous le nom de son épouse Anaïs durant sa captivité. Pendant une dizaine d'années il ne s'occupe plus de politique

Louis-Napoléon BONAPARTE était président de la République depuis décembre 1848. La Constitution l'empêchait de se représenter en 1852. Comme il voulait garder le pouvoir, il dissout l'Assemblée le 2 décembre 1851. C'est un véritable coup d'Etat que les Républicains tentaient de contrer; ils se soulèvent dans plusieurs départements, dont le Var.

La résistance au coup d'Etat de NAPOLEON III constitue un élément fondateur de la tradition républicaine à Toulon, même si le soulèvement n'a pas eu lieu dans le port de guerre, du fait de la présence de l'armée et des forces de l'ordre.

L'action des républicains était visible dans les clubs, les cafés et les associations de manière souterraine, mais active. On la verra aussi dans la franc-maçonnerie.

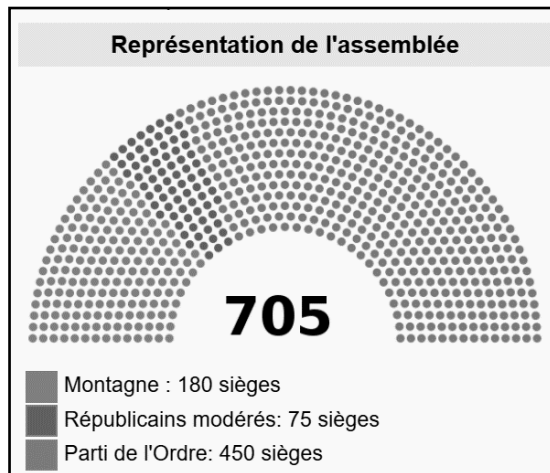
Le début du Second Empire (1852) (Empire autoritaire) voit la fermeture de pratiquement toutes les loges françaises et toulonnaises. Toutes se mettent en sommeil ou ont disparu dans le département du Var après le décret napoléonien du 5 mars 1852 interdisant tout regroupement populaire (cercles et chambrées), à l'exception de La Réunion qui sera, durant tout le reste du XIX^e siècle, la seule loge en activité.

En 1852, SUCHET candidate au poste de conseiller général et en 1858 il est cité comme agent de la Compagnie du Canal de Suez et de la compagnie d'assurance "La Centrale". Il dirige en outre un Entrepôt général des pétroles et une scierie à vapeur.

Il s'investit également dans des sociétés chorales, des mutuelles. Il est en effet préoccupé par les questions sociales.

Il jouit d'une immense popularité dans le milieu ouvrier. Il est jeune, ouvert, sympathique, intelligent, riche, et a épousé la cause de la justice sociale.

Il jouit d'une immense popularité dans le milieu ouvrier. Il est jeune, ouvert, sympathique, intelligent, riche, et a épousé la cause de la justice sociale.



Les représentants de la Montagne allant s'installer en convention au Conservatoire (13 juin 1849). (Page 182, col. 2.)



BATAILLE DE L'ALMA.



Le début de l'Empire est marqué par la guerre de Crimée (1853-1856)

Grâce à ces trois ans de guerre, l'activité commerciale de Fulcran SUCHET est devenue très prospère. La Marine a passé ses commandes de nourriture, charbon, toiles à matelas et autres fournitures nécessaires à l'équipement des Marins auprès de la maison SUCHET. Il est l'un des plus grands fournisseurs de la Marine.

La franc-maçonnerie reprend du dynamisme sous l'Empire libéral (1860-1870), mais reste protégée et contrôlée par le gouvernement.

Le nombre de frères ne cesse de



s'accroître jusqu'à la guerre de 1870.

Le 31 janvier 1863, SUCHET accepte de se présenter aux cantonales partielles (au Conseil général). Il fallait remplacer le conseiller général bonapartiste Gabriel AUBE qui venait de décéder. SUCHET est élu et le restera jusqu'en 1867. Ce qui marque un nouveau succès à gauche, le premier depuis le début du régime impérial à Toulon.

SUCHET avait été tenté de se présenter aux élections législatives de 1863, finalement il renonce et laisse la place à un jeune avocat parisien, Adalbert PHILIS.

Au second tour des élections municipales de 1865 (29 et 30 juillet), la liste de gauche avec SUCHET passe presque entière.

Le démocrate Auguste AUDEMAR reste maire jusqu'en 1870.



Arrive la guerre de 1870, qui fait perdre à la loge toulonnaise les deux tiers de ses membres. Au début de la III^e République, les loges toulonnaises restent en sommeil, une seule continue ses activités, La Réunion. Il faut attendre encore quelques années pour retrouver l'effectif de la veille de l'Empire (94 membres au 31 décembre 1875), puis la progression est constante jusqu'en 1914.

De la Révolution à Sedan, c'est une maçonnerie majoritairement militaire, composée pour une moitié d'officiers de Marine, un quart d'officiers de l'armée de terre et un quart de bourgeois. Sous l'Empire, la composition sociale des ateliers diffère, avec 40 % de militaires, 40 % de bourgeois, 10 % d'artisans et 10 % d'artistes.

Après 1870, les militaires et marins comptent toujours pour une grande part des effectifs des loges mais ne sont plus majoritaires. On constate un accroissement des personnes recrutées dans les classes moyennes : fonctionnaires, commerçants, artisans, employés ou cadres subalternes de la Marine.

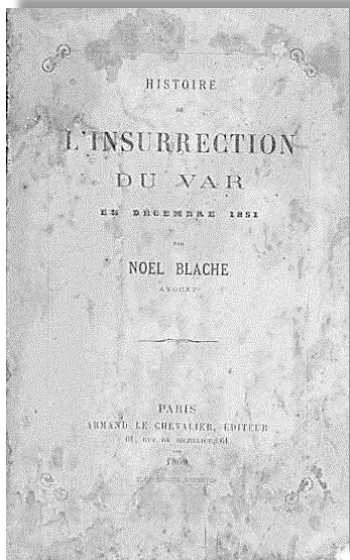


Noël BLACHE (Toulon 8 avril 1842-7 mars 1920 Carnoules).

A la chute du régime bonapartiste, le conseil municipal en place depuis le mois d'août étant déjà républicain, il ne restait plus au gouvernement qu'à désigner un maire. Paul COTTE, désigne à la présidence de la délégation municipale de Toulon le jeune avocat Noël BLACHE, situé à l'extrême gauche du parti républicain. Cette nomination répond aux vœux des membres de l'assemblée toulonnaise composée de professeurs, avocats, médecins, négociants, publicistes et même d'un ouvrier du port.

Le premier maire toulonnais de la III^e République est issu d'une vieille famille toulonnaise républicaine et saint-simonienne. Il s'investit très jeune dans la vie municipale.

Noël BLACHE



Il devient conseiller municipal républicain dès 1868 dans l'opposition républicaine et se fait connaître pour avoir écrit *L'Histoire de l'insurrection du Var en décembre 1851*, sévère réquisitoire républicain dont s'inspire directement Emile ZOLA pour le deuxième tome de la série des *Rougon-Macquart*, *La Fortune des Rougon*, paru en 1871.

Noël BLACHE a 28 ans lorsqu'il est nommé par le préfet Paul COTTE maire de Toulon le 4 septembre 1870. Il est en réalité président de la délégation municipale.

En octobre de la même année, il devient commissaire général et administrateur des Alpes-Maritimes. Il démissionne de cette charge au début de l'année 1871 après avoir refusé la préfecture du Var.

En 1877, il est élu membre du Conseil général du Var (jusqu'en 1895) puis en prend rapidement la présidence pour une durée de sept ans, de 1883 à 1889.

Noël BLACHE est entré en maçonnerie au grade d'apprenti. Après avoir achevé son mandat municipal, il devient maître en 1877. Vous pouvez voir son diplôme de maître qui date du 24 janvier 1878. (*J'en remercie le Grand Orient.*)

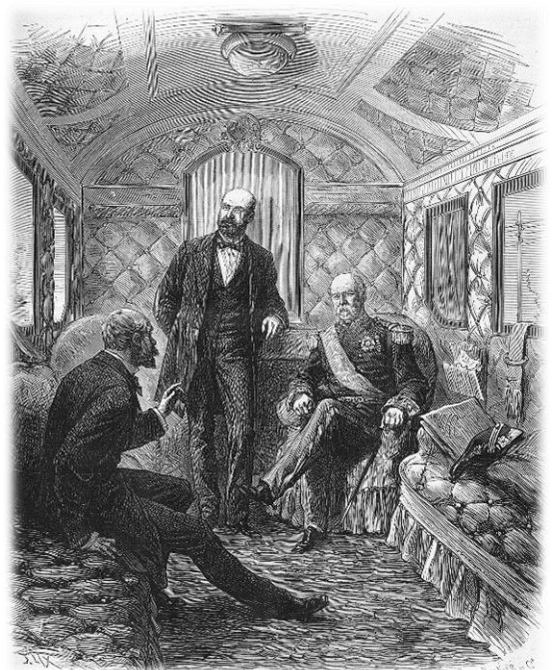
Noël BLACHE possédait également plusieurs propriétés : à Toulon, où il vivait au Cap-Brun, mais aussi des domaines à Puget-Ville, à Besse, qui lui permettent de tirer des revenus confortables.

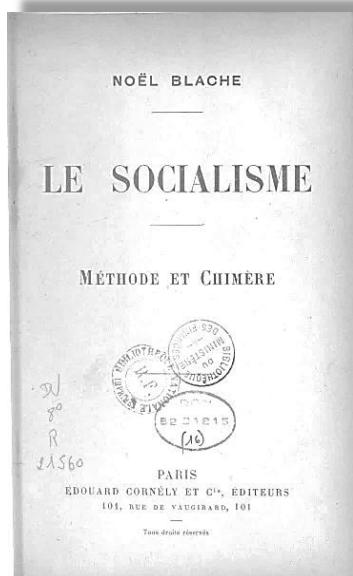
Son activité militante le conduit également à intégrer le Comice agricole, pour lequel il rédige, en 1880, un rapport sur l'irrigation dans le Var, puis il intègre la Société d'agriculture, d'horticulture et d'acclimatation du Var dont il devient président en 1889.



Il participe aux mouvements viticoles de 1905-1907 et en 1910 inaugure la première coopérative vinicole à Camps-la-Source. Il est alors socialiste indépendant.

Sa carrière d'avocat est marquée par les grands procès de presse de la région. Il plaide en 1877 pour les députés du Var dans le procès des 363, (crise du 16 mai) puis dans l'affaire de Porquerolles en 1887 et en 1891 dans celle de Jonquières-Fouroux que l'on va voir plus loin. Il est plusieurs fois bâtonnier de l'Ordre.





N'oublions pas non plus d'évoquer sa passion pour l'écriture. Après son premier ouvrage sur 1851, il rédige six romans entre 1884 et 1893 : *Au Pays de Mistral*, *Peymarlier*, *Monsieur Agricole*, *Césarín Audoly*, *Clairine et Melcy*.

Il écrit en 1907 un ouvrage sur le socialisme : *Le socialisme, méthode et chimère*. Il devient félibre en 1883 et côtoie Frédéric MISTRAL. Il est considéré comme un "félibre rouge". Il est élu maire socialiste indépendant de Besse de 1894 à 1898 et à nouveau en 1906.

En 1870, Noël BLACHE ne garde qu'un mois ses fonctions de maire car dès le 5 octobre, GAMBETTA le nomme administrateur de la Défense nationale dans les Alpes-Maritimes. Il cède donc sa place (quittant à la fois ses fonctions de maire et de conseiller municipal) à un autre avocat, Vincent ALLEGRE. Il a été élu par 25 voix sur 33 votants, sans même avoir été présent le jour de l'élection. Il est confirmé par le pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du préfet Paul



Vincent ALLEGRE

COTTE.

Vincent ALLEGRE, né à Six-Fours le 7 août 1835, mort le 18 mai 1899 à Mèze (dans l'Hérault), est le fils de Jean-Baptiste ALLEGRE, capitaine marin et d'Alexandrine Baptistine AYCARD, fille d'un capitaine marin, sans profession. Descendant d'une vieille famille profondément provençale. Il fait des études à Toulon, puis des études de droit à Aix où il obtient sa licence. Il est reçu avocat à Aix en 1857 puis revient à Toulon où il est inscrit au barreau de Toulon et s'occupe en même temps des affaires municipales. Il a alors 30 ans.

En 1865, ses opinions républicaines l'avaient porté au conseil municipal, dans le camp des opposants à AUDEMAR durant l'Empire libéral. Lorsqu'il donne sa démission en 1867, en même temps que l'ensemble de la fraction démocratique du conseil, il devient aussitôt conseiller d'arrondissement pour le canton d'Ollioules, puis conseiller général de La Seyne-sur-Mer en 1869. Il a été conseiller municipal, adjoint, puis maire de Toulon d'octobre 1870 à février 1874.

Après la loi du 14 avril 1871, qui stipule que les conseillers municipaux, élus au suffrage universel, choisissent leur maire, les nouvelles élections municipales le confirment à son poste de premier magistrat.



MAC MAHON

Le "parti" républicain s'installe progressivement dans tout le département. Mais la période républicaine ne dure pas. Arrive au pouvoir MAC MAHON, le 24 mai 1873. Le ministre de l'Intérieur BROGLIE remplace LAPORTERIE, le 26 mai 1873, par un préfet conservateur, Firmin Charles LEMERCIER, qui n'aura de cesse de combattre l'idéologie républicaine dans le Var, d'abord par l'enlèvement de leurs effigies (buste et timbres de la Marianne) puis par la révocation de leurs maires aussitôt après la promulgation de la nouvelle loi du 20 janvier 1874 qui revient au système impérial de la nomination. Cette loi prévoit que les maires et adjoints peuvent être pris en dehors du conseil municipal. Ils sont nommés par le président de la République dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton et par les préfets dans les communes.

Le préfet remplace ainsi 58 maires dans le département, dont Vincent ALLEGRE prétextant d'un motif futile, à savoir qu'il avait nommé dans des fonctions de police municipale des agents qui avaient été précédemment relevés de cet emploi. L'ancien conseil fait place à une commission municipale conservatrice de 19 personnes, et le 21 février 1874, le nouveau préfet place à la tête de la ville un monarchiste, l'amiral Martin DE ROQUEBRUNE et trois adjoints de même tendance, tous pris hors du conseil municipal.

Lorsque le ministère de Broglie le révoque, le corps électoral répond à cette mesure en l'envoyant siéger à la Chambre comme député où il prend place à l'extrême gauche en février 1876. Réélu après la dissolution du 16 mai 1877, il démissionne en 1881 pour aller occuper le poste de gouverneur de la Martinique jusqu'en 1888, le premier gouverneur républicain de la colonie. Il est élu, par la suite, Sénateur de la Martinique, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1899.

Il figure sur la liste maçonnique de La Réunion en 1878 mais on ne connaît pas sa date d'entrée. Etait-il déjà franc-maçon quand il est élu maire ou est-il devenu maçonnique après son élection ? Il n'a pas été très actif en loge, car nous n'avons aucune source sur ses activités maçonniques.

La franc-maçonnerie a également séduit de nombreux membres du conseil municipal, tous appartenant à la loge *La Réunion* : MARNATA, MATHERON, PIETRA, PONTEIL, SIMIAN. Des noms que l'on rencontre tout au long du début de la III^e République car actif dans différents domaines.

Félix MARNATA, marchand de cristaux, est conseiller municipal depuis 1870 et le reste jusqu'en 1881.

Le négociant Barthélémy MATHERON (1839-1889) devient conseiller municipal le 23 mai 1871 sous la municipalité Vincent ALLEGRE et est réélu conseiller le 18 février 1874 sous la municipalité Martin DE ROQUEBRUNE. Il reste membre du conseil jusqu'à sa mort en 1889. Très investi dans la vie toulonnaise, il appartient également à l'administration du bureau de bienfaisance, de la caisse d'épargne, du mont de piété et des enfants assistés. Il sera vénérable de *La Réunion* en 1888-1889.

Un autre conseiller municipal, le chocolatier Joseph FOUQUE, est élu sur la liste de Vincent ALLEGRE, mais aussi sur celles de Martin DE ROQUEBRUNE et de Jules LAFAY.

A la fin de sa vie, Vincent ALLEGRE se retire à Mèze (Hérault) où il s'éteint le 18 mai 1899. Une délégation municipale s'est rendue à Reynier pour accompagner sa dépouille mortelle. Son éloge funèbre est prononcé au Sénat à la séance du 19 mai par le futur président Armand FALLIERES.

En 1903, son nom est donné à une nouvelle artère qui venait d'être créée dans la haute ville suite à l'élargissement des remparts en 1852.

En 1911, le frère du défunt sollicite auprès du conseil municipal une concession gratuite d'un terrain au cimetière central pour y construire un tombeau où seraient déposés les restes mortels de son frère Vincent, mais la municipalité, alors conservatrice, a refusé à ce personnage de gauche de venir reposer à Toulon. C'est l'un des rares maires à ne pas être enterré dans le cimetière central de Toulon.



Henri DUTASTA

Henri DUTASTA (Bordeaux 11.10.1843-Toulon 14.7.1889). Nous n'évoquerons pas les municipalités Martin DE ROQUEBRUNE (1874) et Jules LAFAY (1876) dont les maires ne sont pas francs-maçons. Henri DUTASTA est élu maire en 1878. Il appartenait, par sa naissance et sa formation, à la petite bourgeoisie. Il entra très jeune dans l'enseignement, et reçoit sa première affectation de professeur de philosophie au lycée de Cahors en 1866 à l'âge de 23 ans. Deux ans plus tard, le ministère de l'Instruction publique le nomme à Toulon.

Ce tout jeune professeur s'investit précocement dans les affaires politiques de Toulon. Dès le 23 mai 1871, il est nommé conseiller municipal par le faubourg du Mourillon, où il avait fondé un cercle politique important, fonction incompatible avec celle d'enseignant selon l'Education nationale qui décide de le remplacer. Son administration le mute à Carpentras, mais DUTASTA refuse de quitter la ville portuaire. Il est alors révoqué. En mai 1872, il devient conseiller général pour une durée de huit ans. Le 6 février 1878, le gouvernement, sur proposition du préfet, nomme Henri DUTASTA maire de la ville de Toulon, bien qu'il soit septième sur la liste des conseillers municipaux, fonction qu'il occupera jusqu'en 1888. En fait, le pouvoir exécutif ne fait que ratifier le choix exprimé par les

membres du conseil municipal qui l'ont choisi à bulletin secret. On est sous le régime de la loi du 12 août 1876.

DUTASTA met tout en œuvre pour faire appliquer le programme radical. Lors de son discours d'installation, il annonce son programme local dans lequel deux priorités émergent : "améliorer les conditions hygiéniques de notre cité" et "en préparer la prospérité future". Il établit un programme de grands travaux nécessaires pour "créer de nouveaux éléments de vitalité et de commerce à Toulon" afin d'aider la ville à traverser la période de difficultés

économiques qu'elle connaît depuis le début de la "Grande Dépression". Quant à son programme politique, il correspond à celui du parti radical : liberté de la presse, séparation de l'Eglise et de l'Etat, laïcisation des services publics, révision de la constitution et suppression du Sénat, diffusion et gratuité de l'enseignement. Ses idées sont dominées par l'anticléricalisme, la promotion sociale par une démocratisation de l'enseignement et la défense des petits propriétaires. Il est aussi journaliste et romancier. Il publia ses premiers articles sous le pseudonyme de Henri TASTA, ou encore Henri BARDIGAL. Il collabora à *L'Egalité*, à *La Jeune République*, journaux d'avant-garde. En 1883 il publie "*Le Capitaine Vallé*". Il



fonde le 22 septembre 1880 le journal *Le Petit Var*, organe du parti radical du département.



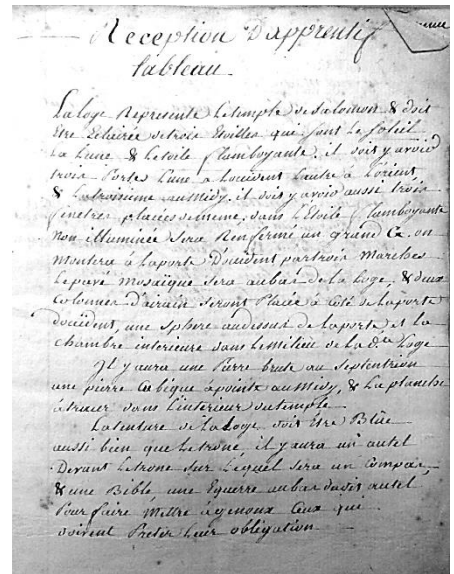
Il habite au Mourillon.

Henri DUTASTA est intégré dans la loge toulonnaise qui avait installé son siège avenue Vauban depuis 1872.

Le 1^{er} mars 1866, les frères se portent acquéreur d'un emplacement situé à l'angle de la rue Picot et de l'avenue Vauban, rendu disponible suite à la démolition des fortifications en 1852.

Pour construire le nouveau temple, la loge crée une société civile au capital de 73 500 F qui louera l'immeuble à la loge *La Réunion*. Les fonds proviennent de la souscription d'actions prises par les frères, ainsi que du produit de quêtes effectuées à l'issue de chaque tenue.

L'inauguration de ce nouveau



temple, le 14 décembre 1872, date à laquelle elle quitte le local de la rue de la Comédie. La loge avait confié à un propriétaire, Guillaume PONTEIL, conseiller municipal, la gérance de la société civile en nom collectif pour la construction du nouveau temple.

DUTASTA intègre la loge au grade d'apprenti le 29 décembre 1884, au cours de son mandat de maire (il gardera le grade d'apprenti jusqu'à sa mort en 1889).

Victor PIETRA : Quelques mots sur ce personnage charismatique. Avocat à Toulon, candidat aux élections législatives dans le Var en 1885, mais aussi littérateur et compositeur de musique : Il a fait jouer sur les scènes de Toulon et de Tunis *"Un mariage à Venise"*, opéra-comique en un acte et il est l'auteur d'un épisode lyrique en trois actes *"Pour la patrie"* qui a trait à la guerre de 1870, et

d'un opéra-comique en trois actes *"La petite chinoise"* dont le sujet est tiré des derniers événements de la guerre de Chine.

Après sa période toulonnaise, il devient avocat à Tunis.

Il demande à être membre de l'Académie du Var en 1935, en tant que membre non résident.

Fin 1887, Henri DUTASTA demande un congé d'un mois pour raison de santé. En février 1888, il est très gravement malade. Marius TOUZET assure l'intérim et en mai 1888 Alphonse FOUROUX est proclamé maire. DUTASTA meurt le 14 juillet 1889.

Le programme de FOUROUX se rapproche de celui de DUTASTA et parfois même le continue (notamment l'assainissement).

Après la mort de DUTASTA, une période tourmentée marque la vie municipale toulonnaise. Les affrontements entre républicains d'opinions différentes, qui avaient éclaté quelques années auparavant lors des élections municipales, se déchaînent.

Lise des Vénérables de la Loge

Période	Nom	Prénom	Profession
de 1885 à mai 1887	Pietra	Victor	Avocat, candidat radical aux législatives de 1885. Démissionne le 5 mai 1887.
30.1.88	Martin	Vincent	Négociant. Élu après avoir refusé deux fois.
28.5.1888	Motheron	Hothélémy	
9.12.89	Constant	Barthélémy	Directeur d'assurances
1896-1903	Roynaud	Félicien	
déc 03 à fév 04	Barthélémy	Louis	Propriétaire, négociant. Décède en février 1904.
fév 04 à avr. 1905	Gouet	Léopold	Négociant. Décède en avril 1905.
mai 1905	Ganiayre	Cecilio	Professeur. Mué hors de l'Orient.
déc 05 à juin 06	Fabre	Victor	Pharmacien. Démissionne en juin 1906.
juin 06 à 1908	Schneider	Etienne	Propriétaire.
21.11.1908 - 1909	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer. Futur conseiller général et maire de Barjols dans l'entre-deux guerres
16.4.1909	Roche	Ernest Jean	Officier de Marine
1.5.1909	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer
15.11.1909	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer
14.11.1910	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer
13.11.1911	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer
13.11.1912	Bouillon	Adolphe	Retraité du PLM
13.11.1913	Guérin	Louis, Marius	Inspecteur des Chemins de fer
14.12.1914 - 1917	Carrémentrend		Commande de Marine
19.11.1917	Martin	Clement	Négociant

Vénérables dans la loge La Réunion entre 1885 et 1914.



Victor PIETRA



Alphonse FOUROUX (1860-1937)

Marius TOUZET (Toulon 1820-1900), après un court intérim, se porte candidat au second tour des élections complémentaires du 6 mai 1888 sur la liste du "comité fédéral radical socialiste" et obtient une majorité de voix (3 843) sur 15 748 inscrits et 7 264 votants. Ses colistiers choisissent pourtant Alphonse FOUROUX comme maire, qui n'a pourtant obtenu que 3 750 voix et qui était cinquième sur la liste. FOUROUX, ancien enseigne de vaisseau ayant démissionné en 1887 (on n'en connaît pas la raison), décide de se lancer dans la politique, prenant, comme son prédécesseur, Clemenceau comme modèle. D'abord conseiller général dans le canton ouest de Toulon, avec l'appui du *Petit Var*, en remplacement de TARDY qui avait abandonné les luttes politiques, il tente sans succès une candidature à la députation en 1888. Cette audace attire l'attention des radicaux toulonnais qui le placent à la tête de la ville, préférant un maire de 30 ans en lieu et place de TOUZET deux fois plus âgé. FOUROUX ne propose pas de programme politique personnel, se contentant de reprendre celui de DUTASTA. Mais tout laisse à supposer que son appartenance à la loge *La Réunion*, comme de nombreux autres conseillers municipaux, n'est pas étrangère à ce choix. Le maire, FOUROUX, président de la *Fédération de 1889*, invite également la *Société de Gymnastique* à assister à la pose de la première pierre du monument en construction sur la place de la Liberté.



TOULON. - Place de la Liberté. - Monument de la Fédération



Ce monument devait être inauguré en 1889, mais le maire DUTASTA étant décédé le 14 juillet 1889, l'inauguration a été reportée d'un an, pour le centenaire de la Fédération, en présence du président de la République Sadi CARNOT. Il a été construit par les frères ANDRE (prix de Rome en 1869) et Gaudensi ALLAR.

Mais une sombre affaire d'adultère, d'avortement et de dénonciation, sur fonds de chantage et de plainte, qui fit grand bruit au niveau national, interrompit sa carrière politique et conduisit à son arrestation et à son emprisonnement sur ordre du procureur général d'Aix.

FOUROUX a été arrêté au théâtre, dans la loge municipale, en pleine représentation. Il était impliqué dans une affaire d'avortement. L'arrestation du maire de Toulon a été opérée sur un ordre du procureur général d'Aix.

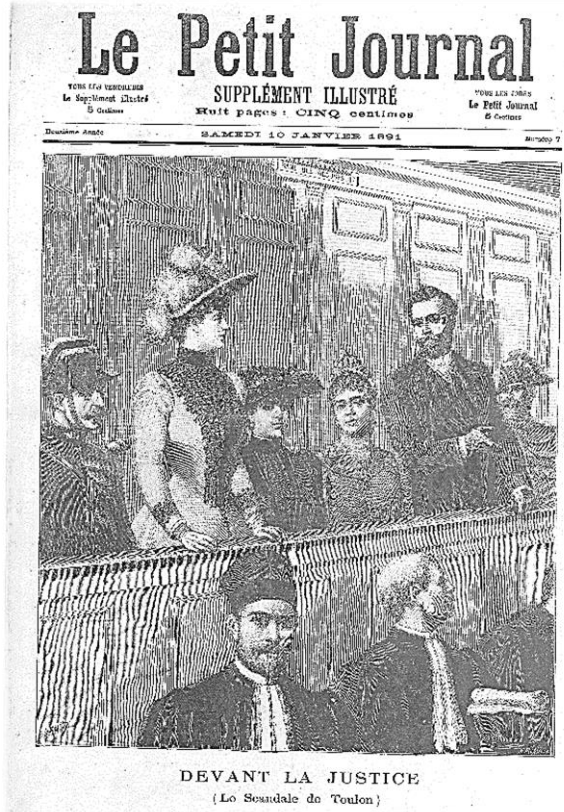
Madame DE JONQUIERES, épouse d'un officier de Marine, était devenue la maîtresse du maire de Toulon pendant l'absence de son mari en poste en Guyane.

Un début de grossesse survint, qu'elle ne pouvait pas imputer à son époux. Il fallait faire disparaître la preuve. Une de ses amies, madame AUDIBERT, l'accompagne chez une sage-femme pour qu'elle pratique l'avortement sur la personne de Mme DE JONQUIERES.

Après l'avortement, le fœtus a été enfermé dans un bocal que les deux accusés cachèrent pendant un certain temps avant d'aller le jeter dans la mer au cours d'une promenade en barque.



LA PROMENADE CRIMINELLE
(Le Scandale de Toulon)

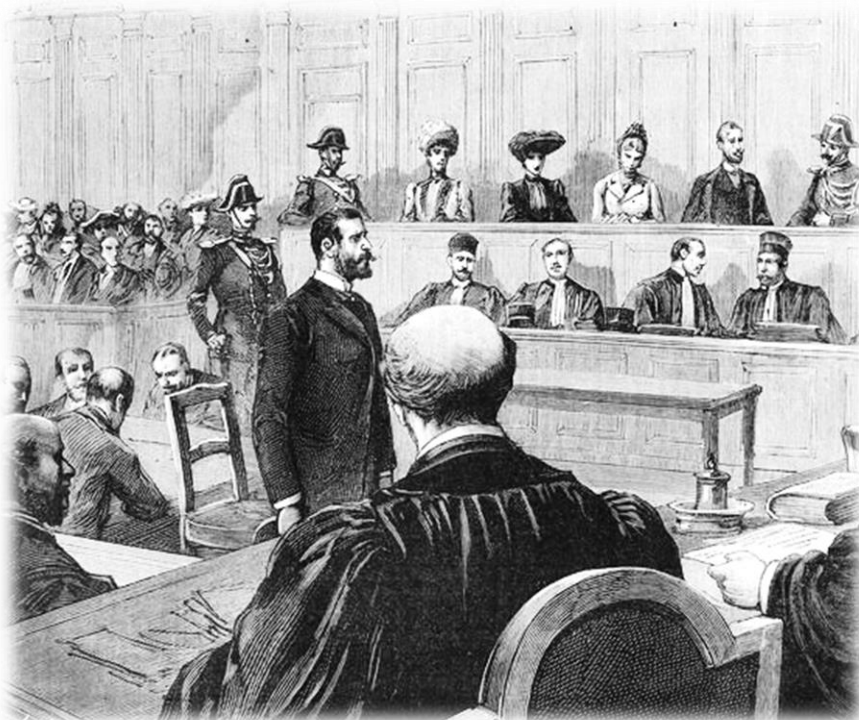


DEVANT LA JUSTICE
(Le Scandale de Toulon)

Le préfet CHADENIER (entre 1889 et 1893), un ami de CLEMENCEAU, prend un arrêté aux termes duquel FOUROUX est suspendu de ses fonctions.

Aussitôt jugé, il est condamné à cinq ans d'emprisonnement, mais libéré en novembre 1892 suite à une décision de clémence prise par le président CARNOT à l'occasion du 22 septembre, jour anniversaire de l'instauration de la Première République. Une loi prévoyait en effet que les condamnés pouvaient réclamer leur libération conditionnelle lorsqu'ils avaient accompli la moitié de leur peine. Il obtint la clémence du président même s'il n'avait accompli qu'un tiers de sa peine. Après sa sortie, il oublia la politique et occupa une place dans une maison industrielle, place qu'un de ses amis lui avait procurée. Il est condamné à 5 ans d'emprisonnement, mais libéré en novembre 1892 suite à une décision de clémence prise du président CARNOT à l'occasion du 22 septembre, jour anniversaire de l'instauration de la Première République.

Une loi prévoit en effet que les condamnés peuvent réclamer leur libération conditionnelle lorsqu'ils ont accompli la moitié de leur peine. Il obtient la clémence du président même s'il n'a accompli qu'un tiers de sa peine. Après sa sortie, il oublie la politique et occupe une place dans une maison industrielle, place que des amis lui ont procurée. La presse faisait état de son appartenance à la franc-maçonnerie qui aurait pu expliquer cette clémence. Mais rien n'a été prouvé.



Alphonse FOUROUX, né le 5 novembre 1860, est apprenti en mai 1867, compagnon en février 1888, et devient maître en octobre 1888, cinq mois après son élection. Il était donc déjà membre de *La Réunion* lorsqu'il est élu maire.

Cette affaire a été largement développée dans *Le Petit Journal*, mais reste très discrètement commentée par le journal radical *Le Petit Var* qui ne veut pas discréditer une personnalité de même sensibilité politique. Il se marie en 1932 avec Rosa DOLGUERA (née en 1903). Il avait alors 72 ans.

TOUZET, en tant que premier adjoint de FOUROUX, assure à nouveau l'intérim durant cinq mois jusqu'à la nomination du nouveau maire, Gaspard RICHARD.

CONCLUSION.

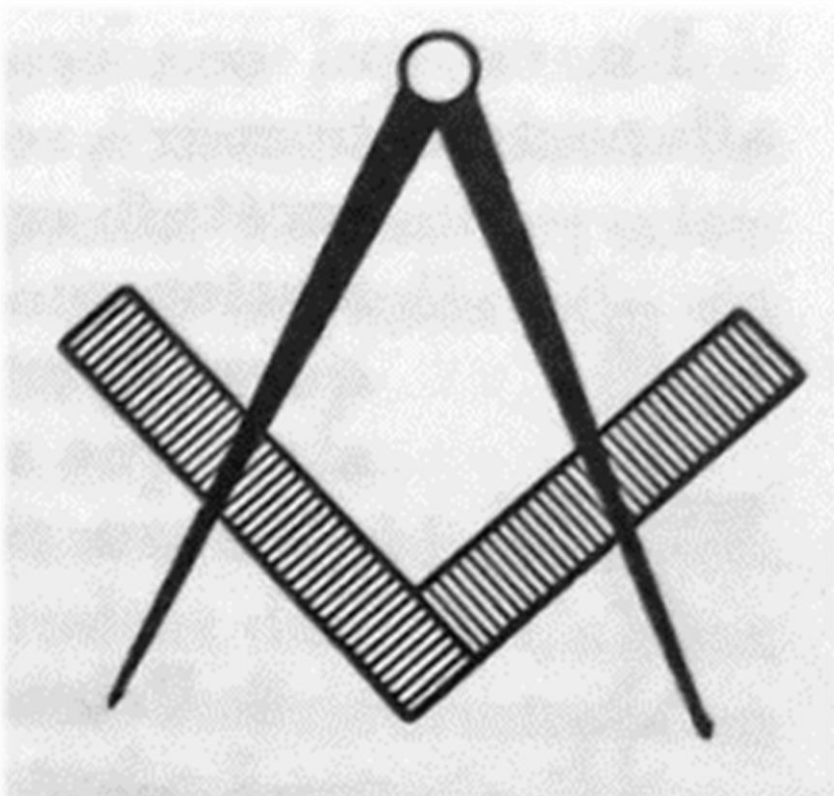
Ce sont donc des maires radicaux au début de la III^e République. Tous les maires n'en font pas partie, notamment les maires de droite au tournant du siècle. Mais la loge respecte l'institution municipale et lorsqu'Henri PASTOREAU a été blessé lors d'un attentat, la loge lui envoie une lettre de sympathie.

D'autres personnes appartenant à l'élite culturelle locale intègrent également la loge toulonnaise, notamment le directeur du Casino, Lange PELLEGRIN.

La franc-maçonnerie toulonnaise est un creuset social qui recrute, dès le début de la III^e République, dans la petite et moyenne bourgeoisie, généralement des personnes d'un bon niveau intellectuel. Les personnalités locales sont souvent sollicitées en loge pour leur influence politique, mais aussi pour les fonctions qu'ils occupent à Toulon, ce n'est pas la maçonnerie qui les propulse dans des activités politiques et culturelles locales.

Mais quelle que soit la période, seulement près de 3 % de l'ensemble de la population toulonnaise est franc-maçon, 5,7 % si l'on ne tient compte que la seule population d'hommes adultes.

Alors que jusqu'à la fin de l'Empire on recensait une majorité d'hommes appartenant à la marine ou à l'armée, le dernier tiers du XIX^e siècle voit une forte diminution de notables et l'intégration de bourgeois fortunés. En revanche, la paysannerie est absente des loges, ce qui est compréhensible car elle manque de ressources et de temps, hormis quelques paysans propriétaires. Il en est de même pour les ouvriers urbains et les employés de commerce. Les ecclésiastiques sont totalement absents après la chute de Sedan.



Sources et bibliographie :

AGULHON (Maurice), *La République au village*, Editions du Seuil, 1979,

CONSTANT (Emilien), *Le Département du Var sous le Second Empire et au début de la Troisième République dans le Var*, Aix-en-Provence, thèse d'Etat, 1977, 1595 p.

GUILLON (Jean-Marie), "Noël Blache, une figure de la tradition républicaine varoise", in *1851 une insurrection pour la République. Actes des journées d'études de 1999 à La Tour d'Aigues et de 2002 à Saint-Tulle*, sl, Association 1851, pour la mémoire des Résistances républicaines, 2002, p. 45-68,

GUILLON (Jean-Marie), "Enfance assistée, enfance exploitée ? La colonie agricole de Porquerolles", in *Enfants au Travail*, Roland CATY dir. publication de l'Université de Provence, 2002, pp. 137-152,

GEORGE (Jocelyne), *Les maires dans le département du Var du 1800 à 1940*, Thèse de doctorat d'Etat, sous la direction de Maurice AGULHON, Paris, Panthéon Sorbonne, 1987, 4 tomes,

HIVERT-MESSECA (Yves), *La franc-maçonnerie en Provence, 1799-1940*, thèse de doctorat, novembre 1991, Nice, p. 168.

"L'AFFAIRE DU CANAL DE PANAMA : CLEMENCEAU DANS LA TOURMENTE".

Par Claude CIURLETTI.

En préambule, avant d'aborder le scandale du canal de Panama, il me semble intéressant de résumer le parcours très mouvementé de CLEMENCEAU, semé de rugueuses confrontations expliquant, en partie, l'ampleur de l'animosité dont il fut l'objet dans cette affaire.



Le 28 septembre 1841, cet intransigent Jacobin, issu d'une vieille famille vendéenne, bleue, rigoureusement républicaine, voit le jour à Mouilleron-en-Pareds, au cœur d'une Vendée farouchement opposante à la République. La famille CLEMENCEAU, appartient à une bourgeoisie aisée, d'imprimeurs-libraires, d'avocats, et surtout de médecins. Pas de titre de noblesse, mais quand même, quelques armoiries, 80 hectares de terre et des métairies. L'éducation de CLEMENCEAU sera classique, quasiment aristocratique, cheval, chasse, danse, escrime. **Benjamin**, le père de CLEMENCEAU, est radicalement robespierriste et anticlérical.



Fidèle à la tradition familiale il est médecin, mais avant tout attiré par la politique, ce qui lui vaudra pas mal d'ennuis sous NAPOLEON III, dont quelques semaines d'emprisonnement. CLEMENCEAU disait de son père : *"Heureusement qu'il n'a jamais eu un malade. Il le tuait net."*

Il dira aussi : *"L'état normal de mon père est l'indignation"*. Paroles moqueuses, sous lesquelles on peut déceler, une immense affection filiale : *"Aucun homme n'aura sur moi une influence plus profonde. Je lui dois tout"*. Il lui devra avant tout le culte de la République.

En 1870, au début de la guerre, il vit en Vendée, à l'Aubraie avec sa famille et sa jeune femme, Marie PLUMMER, rencontrée pendant un séjour de 4 ans aux Etats-Unis pour étudier la démocratie américaine. Il suivit, pour le journal *Le temps* en tant que journaliste, les élections présidentielles américaines de 1868.



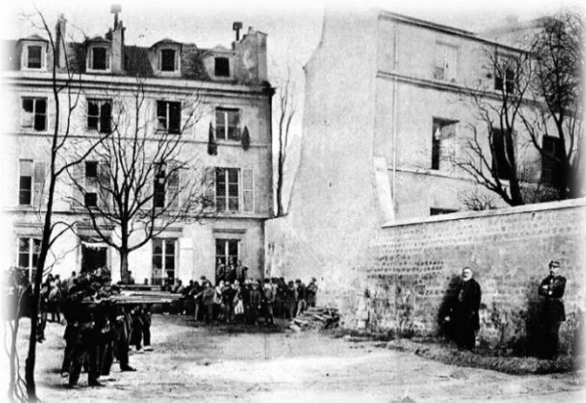
CLEMENCEAU

De retour en Vendée, il est médecin, comme son père, son grand-père et son arrière-grand-père. A l'annonce de la débâcle de Sedan, sans hésiter, il se précipite à Paris où la déchéance de NAPOLEON III est proclamée. Un gouvernement est constitué, le 4 septembre 1870 la Troisième République est fondée. Le gouvernement désigne Emmanuel ARAGO comme maire de Paris, et celui-ci nomme un maire provisoire dans chaque arrondissement. ARAGO connaît CLEMENCEAU, il lui confie le 18^e arrondissement, c'est-à-dire Montmartre, 130 000 habitants, miséreux, trop pauvres pour vivre au centre de Paris. Après quatre mois de siège, l'armistice est signé.

GAMBETTA provoque des élections pour légitimer la nouvelle République. En février 1871, CLEMENCEAU est élu député de Paris à l'Assemblée qui s'est réfugiée à Bordeaux. Il n'a pas trente ans, il fait partie des 107 députés qui refusent d'approuver l'armistice, en raison de l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine. Malgré tout, le Traité est ap-

prouvé. Mais le peuple de Paris n'en veut pas, et se révolte.

Montmartre va devenir l'épicentre de la tension. Le 18 mars, THIERS, soutenu par Jules FERRY ordonne à l'armée de récupérer des canons entreposés sur la butte. Ces canons de défense ont été achetés pendant le siège, grâce à la souscription des Parisiens. Une foule de Parisiens et la Garde Nationale s'opposent violemment à cet enlèvement.



Ces canons leur appartiennent, ils sont pour eux le symbole de la résistance aux Prussiens, et de ce



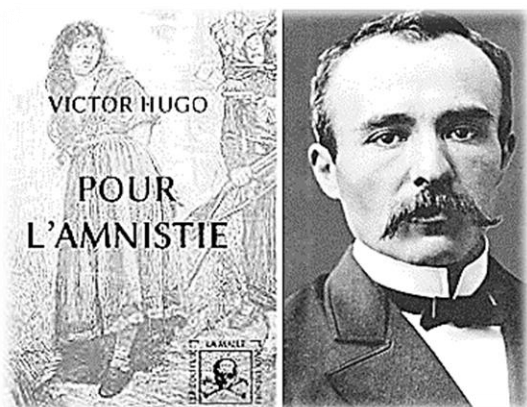
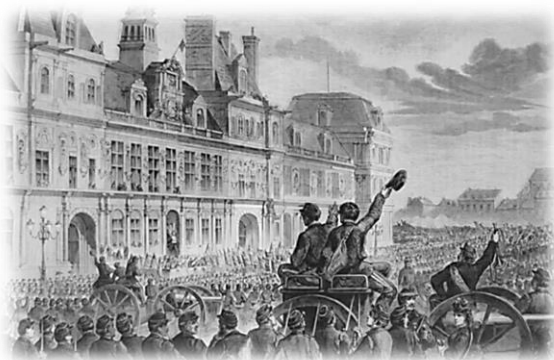
CLEMENCEAU

fameux Traité, dont ils ne veulent pas. Rue des Rosiers (actuelle rue des Roses) deux officiers chargés de récupérer les canons, LECOMTE et Clément THOMAS, sont fusillés sur place par les émeutiers. CLEMENCEAU, qui n'a pas été averti de l'opération, intervient, ceint de son écharpe, pour tenter de sauver les autres officiers faits prisonniers. Il est lui-même menacé, sauvé de justesse par ses amis.

J'ai observé là, dira-t-il, le phénomène pathologique que l'on peut appeler le délire du sang. Il en gardera la hantise de la violence des foules et une haine tenace pour Jules FERRY, qu'il tiendra pour responsable de cette tragédie. Le 28 mars 1871, la Commune de Paris est proclamée à l'hôtel de Ville. Le 6 avril, se sentant impuissant, il donne sa démission de député.

THIERS lance l'armée à l'assaut de la capitale, ce sera la semaine sanglante. Du 21 au 28 mai, l'écrasement total de la Commune fera 20 000 à 30 000 fusillés, des milliers de prisonniers et de déportés. La plupart sont de modestes ouvriers ou employés.

Ce sera une faille douloureuse et profonde qui sera longue à résorber entre le peuple parisien et la République. Il faudra 9 ans aux républicains pour conquérir le pouvoir contre la droite monarchiste (orléanistes et légitimismes) longtemps majoritaire, mais qui finit par être incapable de s'entendre. Le 30 janvier 1879, l'élection de Jules GREVY à la présidence va marquer l'achèvement d'une difficile conquête du pouvoir par la gauche.



A la chambre, en 1878, CLEMENCEAU s'était battu pour que soit prononcée l'amnistie de tous les communards, qu'il avait pourtant en partie désapprouvés. Trop tôt, pour que le parlement l'entende, malgré le soutien de Victor HUGO.

Le gouvernement répondit que cette amnistie se ferait en temps opportun. Henri DE ROCHEFORT, un célèbre polémiste, répliqua : "*Les électeurs sont avertis. En temps opportun est un terme de l'argot parlementaire qui signifie : Jamais*".

Cette première grande bataille parlementaire marquera le début de l'opposition affichée de CLEMENCEAU, et révélera ses talents d'orateur.

Car il fut l'un des plus grands orateurs de la République. "*De loin le premier de son temps*", selon Léon BLUM.

Mais, redouté et redoutable, volontiers sarcastique et ironique, il ridiculise ses adversaires. Ce qui lui vaudra des haines inextinguibles, et de nombreux duels, il en aura 47 à son actif, sans une égratignure, mais pas sans ennemis. Désormais la gauche sera divisée en deux camps : Les opportunistes de gauche modérée, et les radicaux menés par CLEMENCEAU.

Pendant quelques années il va essentiellement se consacrer à ses administrés montmartrois, et surtout à ses malades qu'il reçoit dans le dispensaire qu'il a créé, impasse des deux frères. Là, il va toucher le fond de la misère en parcourant les quartiers et les masures de Montmartre. Ce sera une sorte de sacerdoce dont il vivra chichement, mais qui nourrira sa réflexion et son action pour le reste de sa carrière.

En 1876 il est réélu député de Paris et cesse ses activités de médecin.

La gauche républicaine de l'époque se divise en deux camps : les opportunistes c'est-à-dire les modérés du centre gauche, qui veulent réformer, oui, mais à pas comptés, et les radicaux menés par CLEMENCEAU qui veulent cravacher les réformes. Les deux grands hommes de la gauche républicaine sont GAMBETTA et Jules FERRY, tous deux opportunistes. CLEMENCEAU s'agace des compromis de GAMBETTA, et il hait Jules FERRY à cause de l'affaire des canons.

Pour lui, la révolution faite, le moment était venu d'une nouvelle étape, non violente, avec pour but l'amélioration du sort des individus par des mesures sociales, résolument radicales. Avec les radicaux, peu nombreux, mais bruyants, dont il est le chef, il souhaite, entre autres : Abolir la peine de mort, réguler le capitalisme et casser la féodalité financière.

En 1881, il a quarante ans. Il vient d'être réélu brillamment, député de Paris, et il va tour à tour évincer GAMBETTA et Jules FERRY. D'abord GAMBETTA, alors Président de la Chambre, qu'il accuse d'exercer un pouvoir exclusif. Lors d'un débat houleux, il le fait tomber, en votant contre lui. Jules FERRY est à son tour au pouvoir. Pour CLEMENCEAU il est le type même de l'opportuniste, un faux frère, et ils ont un vieux contentieux : les canons de Montmartre. Pire, aux yeux de CLEMENCEAU, Jules FERRY est un colonialiste convaincu, il a engagé au Tonkin 35 000 hommes pour une mission qu'il prétend "civilisatrice". Il est le premier à avoir prononcé le mot d'"Empire". CLEMENCEAU, lui, est farouchement anticolonialiste, il faut bien dire qu'à gauche il est une exception. JAURES lui-même dira que c'était là sa principale erreur. CLEMENCEAU n'en démordra jamais, Il dira de la colonisation : "*On commence par les missionnaires, on continue par les militaires, on finit par les banquiers*".



GAMBETTA



Jules FERRY

Il pense aussi que toutes les forces vives de la France doivent se concentrer sur "La Revanche". En cela, il est d'accord avec la droite, ce qui lui est beaucoup reproché par les Opportunistes.

Le 30 mars 1885, à la chambre il monte à la tribune et s'oppose violemment à l'octroi de nouveaux crédits pour le Tonkin. Le crédit que demande le gouvernement est refusé par 306 voix contre 149. Jules FERRY et son gouvernement tombent. Jules FERRY ne reviendra pas au pouvoir. Les amis de FERRY seront nombreux à ne jamais lui pardonner.

Et le carnage va continuer, celui que la presse baptise "*Le tombeur de ministères*", va faire tomber ceux qui lui déplaisent. Il ne supporte pas les accommodements des opportunistes du centre gauche avec les conservateurs. Il s'impose comme le leader de l'extrême gauche, incontournable dans le jeu politique. Avec son frère Albert, jeune avocat, quelques amis dévoués à sa cause et Gustave GEFFROY, un critique d'art qui va l'initier à la peinture, il fonde un journal quotidien : *La Justice*.

A l'époque, pour compter politiquement il faut avoir son journal. Chaque dirigeant politique a le sien. Il ne s'agit pas d'influencer le peuple, mais d'influencer tous ceux qui comptent. Dès sa parution *La Justice* annonce la couleur : "*Combattre les inerties obstinées et les ajournements indéfinis*". Comprenne qui voudra.

Le journal de CLEMENCEAU, malgré son succès, manque de fonds, comme tous les journaux qu'il va créer. En 1883, un certain Cornelius HERZ, un affairiste, va se faire un plaisir d'acheter la moitié des parts de *La Justice*. Une aubaine apparente pour CLEMENCEAU, mais qui va devenir un cauchemar. En 1885 CLEMENCEAU se présente à la députation dans le Var. Pourquoi le Var, pour ce Vendéen député de Paris ?

Il dira : "*Parce que c'est une terre insoumise*". Une allusion évidente à la rébellion des Varois contre l'Empire qu'il détestait. Il avait aussi lié des amitiés dans le Var, en particulier pendant l'épidémie de choléra de 1884, en laissant le souvenir d'un homme sur lequel on pouvait compter.



Cornélius HERZ

En 1883 il avait donc sympathisé avec Cornelius HERZ. Un affairiste franco-américain, qui avait judicieusement investi aux Etats-Unis dans la toute nouvelle électricité, puis, dans le téléphone. Il avait créé, avec d'autres, la SIT, une société qui au fil du temps deviendra ALCATEL. L'homme est brillant, il parle trois langues, il est drôle, chaleureux, bon vivant.

CLEMENCEAU s'entiche du bonhomme. "Le Tigre" n'est pas spécialement indulgent avec son prochain, sauf quand il l'admire, ce qui est rare.

Avec Cornélius ils ne se quittent plus, il l'appelle familièrement ma *vieille Corneille*. Il rédige même un testament, pour qu'en cas de décès, ses enfants soient élevés par son ami.

A sa décharge, il faut dire qu'il n'a pas été le seul à se laisser impressionner par l'homme, qui avait pris une importance financière considérable, qui grâce à des méthodes de lobbying venues des Etats-Unis, disposait d'un réseau impressionnant.

MAC MAHON l'avait fait chevalier de la Légion d'honneur, GREVY Officier, et Jules FERRY, Commandeur.

C'est alors que Ferdinand DE LESSEPS dopé et auréolé par le succès du canal de Suez envisage de percer l'isthme de Panama pour y établir un canal long de 75 km, reliant l'Atlantique au Pacifique. Il crée La Compagnie Universelle du Canal Inter Océanique de Panama. Les travaux débutent en 1881, ils sont estimés à 600 millions de francs.

Si Ferdinand DE LESSEPS est un génial visionnaire, ce n'est pas un gestionnaire. Devis approximatifs, prévisions hasardeuses, études fantaisistes, très vite, le financement fait défaut. Trois ans plus tard, le budget est englouti et moins de 10 % des travaux sont exécutés. La Compagnie de Panama, soutenue par un banquier, le baron Jaques DE REINACH, veut obtenir l'autorisation d'un emprunt national pour se renflouer et terminer les travaux. Mais, pour cela, il faut l'accord de la Chambre des députés, par un vote. A la vue des conclusions inquiétantes des ingénieurs, l'emprunt est rejeté une première fois C'est là, que notre fameux Cornelius HERZ entre dans la danse. Flairant la bonne affaire, il offre à la compagnie de Panama, son entregent et une aide de 10 millions de Francs, pour acheter certains députés, et pour arroser la presse afin qu'elle soutienne l'emprunt. En 1888 l'arrivée de Gustave EFFEL dans l'affaire, avec le projet d'introduire des écluses sur le canal, rassure la Chambre et les épargnants.



Ferdinand DE LESSEPS

L'emprunt est enfin voté, mais c'est un échec. La bourse s'est tournée vers les emprunts russes, et le jour même de l'émission la mort de Ferdinand DE LESSEPS est annoncée. Ce qui est faux. On ne saura jamais d'où est venue cette *fake news*.



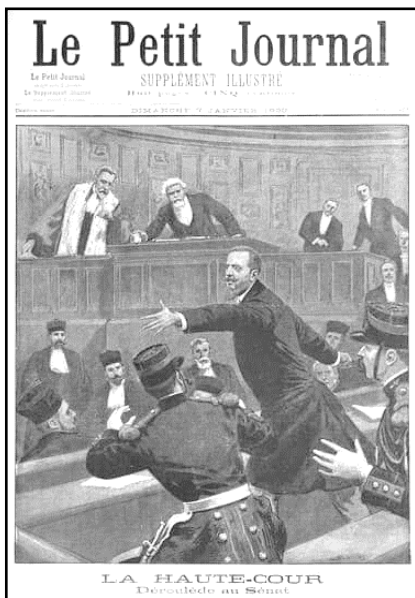
Baron DE REINACH

C'est la débâcle. Le 4 février 1889 la Compagnie est mise en liquidation, provoquant la ruine de 85 000 petits souscripteurs ainsi que des suicides. Ce n'est que trois ans plus tard que le scandale éclatera. Cornelius HERZ au lieu de se faire discret, prétend récupérer sa mise, c'est-à-dire les 10 millions de francs distribués, et va, sans vergogne, se prévaloir de sa propre turpitude. Il menace sans relâche le baron DE REINACH de tout révéler s'il n'est pas remboursé. Pour faire pression, il lâche à Edouard DRUMONT, rédacteur en chef de *La libre parole*, journal ouvertement antisémite, la liste des journalistes, politiciens et ministres, chéquards. Les chéquards étant ceux qui sont accusés d'avoir touché de l'argent pour favoriser l'emprunt. Edouard DRUMONT, depuis la prison de Sainte Pélagie où il purge une peine de trois mois pour diffamation lâche, dans *La Libre parole*, semaine après semaine, les noms des corrompus.

CLEMENCEAU, grâce à HERZ, a eu la primeur de cette liste. Il ordonne une enquête officieuse, histoire de dénoncer les opportunistes qui sont nombreux sur la liste. Mais cela va se retourner contre lui.

En 1892, DE LESSEPS et Gustave EFFEL sont visés par une enquête. Deux jours avant sa comparution devant la justice le baron DE REINACH est trouvé mort. Suicide ou assassinat ? On ne saura jamais. HERZ, qui n'a plus rien à gagner et tout à perdre s'enfuit en Angleterre.

Au sein du parlement, une commission d'enquête de trente-trois membres est nommée. Le débat commence à la chambre où CLEMENCEAU est très vite inter-

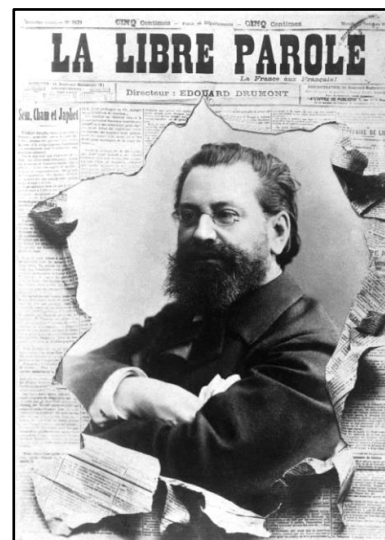


Paul DEROULEDE

pellé par Paul DEROULEDE qui l'accuse non seulement d'avoir patronné et protégé HERZ, mais aussi d'avoir profité de ses largesses : "Ce complaisant, ce dévoué, cet infatigable intermédiaire, si actif et si dangereux, vous le connaissez tous. Son nom et sur toutes vos lèvres. Mais pas un de vous pourtant ne le nommerait, car il y a trois choses en lui que vous redoutez ; Son épée, son pistolet, sa langue. Eh bien moi je le nomme : c'est M. CLEMENCEAU".

CLEMENCEAU ulcéré provoque DEROULEDE en duel au pistolet, après six balles échangées sur le pré, aucun des adversaires n'est atteint. La France demande l'extradition de HERZ à l'Angleterre... qui refuse, au motif qu'il est intransportable. De là, à accuser HERZ d'intelligence avec l'Angleterre et par la même occasion son ami CLEMENCEAU, il n'y avait qu'un pas qui sera allégrement franchi. Pour finir CLEMENCEAU fut blanchi par la commission d'enquête et reçut même un franc symbolique de dommage et intérêt. Plus encore : NORTON et DUCRET, qui avaient témoigné contre lui avec un faux bordereau, provenant soi-disant d'Angleterre, seront jugés pour faux et usage de faux, et condamné tous deux à de la prison ferme. Mais la calomnie ne cesse pas pour autant. Ses ennemis, le veulent à terre. Et, c'est un torrent de haine et de boue qui est déversé contre lui. Rien n'y fera, malgré les preuves juridiques de son intégrité. Oui, on l'a innocenté, mais on le sait bien, il est coupable, forcément coupable !

En 1893, il est au début d'une campagne électorale décisive pour sa réélection dans le Var, mais toutes les rancunes parisiennes accumulées ont contaminé la Provence où il a aussi ses détracteurs. Avant même d'entamer la campagne il sait déjà qu'une ligue locale, nommée, "*Le Var aux Varois*", s'est formée contre lui, appuyée par certains journaux anti-clemencistes. *Le petit Marseillais* et *La croix*, lâchent les chiens : "*Vendu à l'Angleterre, escroc, parvenu*".

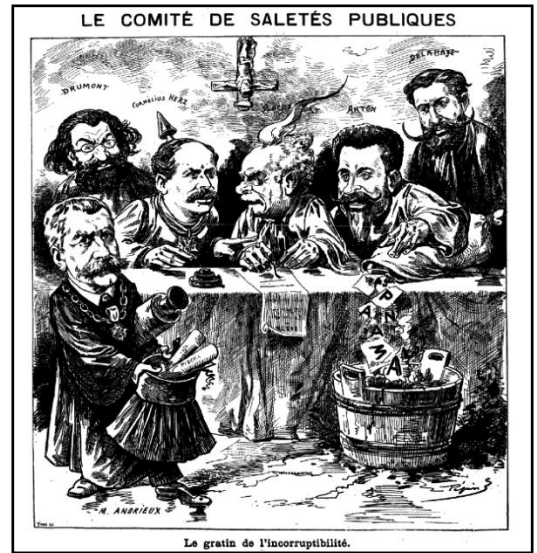
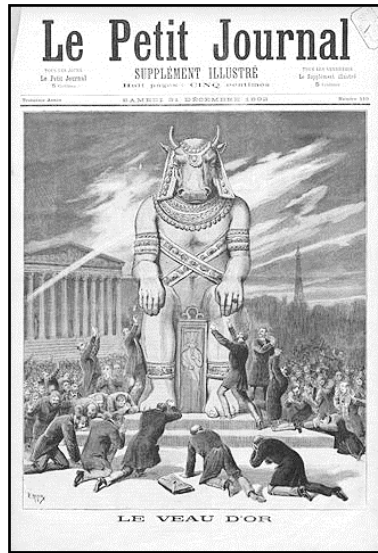
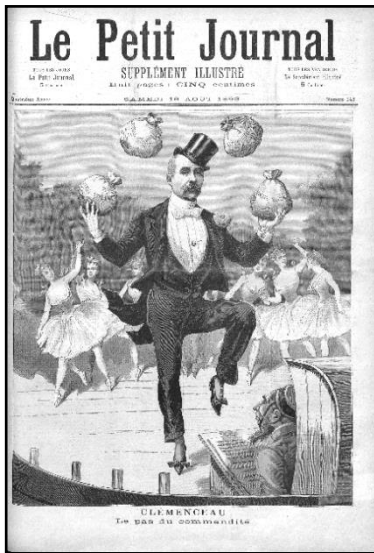


Edouard DRUMONT

Edouard DRUMONT, directeur de *La Libre Parole*, is shown in a portrait that appears to be cut out of a newspaper page. The newspaper's masthead 'LA LIBRE PAROLE' is visible at the top of the page he is sitting on.

Plus encore : NORTON et DUCRET, qui avaient témoigné contre lui avec un faux bordereau, provenant soi-disant d'Angleterre, seront jugés pour faux et usage de faux, et condamné tous deux à de la prison ferme.

Mais la calomnie ne cesse pas pour autant. Ses ennemis, le veulent à terre. Et, c'est un torrent de haine et de boue qui est déversé contre lui. Rien n'y fera, malgré les preuves juridiques de son intégrité. Oui, on l'a innocenté, mais on le sait bien, il est coupable, forcément coupable !



La campagne va être d'une violence incroyable. Les réunions organisées par les alliés de CLEMENCEAU sont envahies par les anti-clemencistes qui montent à l'assaut des tribunes. A Lorgues, la mêlée devient générale et la guerre des clochers ressurgit : "A bas les Salernois, à bas le pays des tomettes".

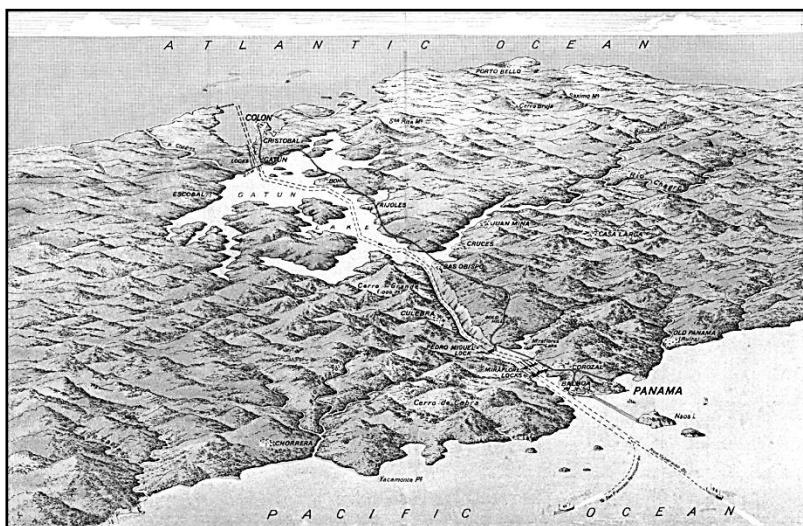
A Bargemon, naît un slogan qui fera le Tour de France : *Aoh Yes !* que CLEMENCEAU entendra pendant toute la campagne. Il est injurié, bousculé, sa voiture lapidée. Tête haute, il va de village en village sous les insultes et les huées. Dans les auberges où il s'arrête des rassemblements haineux se massent sous ses fenêtres en lançant inlassablement : "Cornelius, Panama, rendez l'argent, Aoh Yes ! Aoh Yes !". La violence est telle que lors d'une réunion publique, organisée à Draguignan par Félicien CLAVIER et Justin TEISSEIRE, il est obligé de sortir sous la protection des services de l'ordre.

Puisque ses adversaires veulent ignorer les décisions juridiques qui l'innocentent, il décide qu'il lui appartient de rétablir la vérité.

C'est dans une petite commune du Var, où il est accueilli par le Maire républicain, Paul COTTE, qu'il prononce devant quelques centaines de personnes disposées à l'écouter, le fameux discours de Salernes. Le discours d'un homme, bafoué, déshonoré, accusé du pire, pour ce farouche républicain : la trahison à sa patrie : "Après une longue épreuve, attaqué de tous côtés à la fois, insulté vilipendé lâché, je n'ai pas faibli et me voici debout, devant vous".

Une heure durant, sous les acclamations, et les huées, il plaide pour lui, allant jusqu'à évoquer sa vie privée et ses dettes impayées. Peine perdue, il ne sera pas réélu député du Var. Il s'incline et accepte le verdict, sans accepter précise-t-il la nature des moyens employés pour le battre. Gustave CHADENIER le Préfet du Var, inquiet pour la sécurité de CLEMENCEAU lui propose de le raccompagner la nuit, en voiture, jusqu'à la gare des Arcs. CLEMENCEAU refuse sèchement. C'est en plein jour, accompagné de ses amis CLAVIER et TEISSEIRE, (qu'il retrouvera plus tard, pour des jours meilleurs) qu'il se rend, à pied à la gare, défiant les regards haineux, les poings tendus et les insultes qui l'accompagnent. La tête haute il répond : "Les chiens aboient, la caravane passe".

Avec ces élections, trente-huit socialistes vont entrer au Palais Bourbon, dont six collectivistes menés par Jules GUESDE. Le temps de JAURES est venu. Clemenceau, qui l'eut cru ? Est débordé sur sa gauche.



Le scandale du Canal de Panama a laissé des traces profondes, indélébiles, dans la mémoire collective française, le "Tous pourris" y trouve ses racines. Les écrits d'Edouard DRUMONT dans *La France juive*, sur l'implication de plusieurs financiers de confession juive, tel que REINACH et HERZ dans le scandale de Panama, vont aggraver un antisémitisme déjà ambiant, qui, trois ans plus tard, fera le lit de l'affaire DREYFUS.

Ce sont les Américains qui finiront les travaux du canal de Panama, pour un surcoût modique de 40 millions de dollars. Il sera inauguré le 3 août 1914, le jour même de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Ce qui vaut un article de Gaston CALMETTE dans le Figaro :

"Les eaux de l'Atlantique et du Pacifique se sont unies dans le Canal de Panama ; et des bienfaits gigantesques vont découler à jamais, de cette œuvre formidable. Ce canal que les Américains ont ouvert au monde, c'était le nôtre. Oui, la politique nous a imprimé ce stigmate ; et rien ne pourra nous enlever dans l'histoire le remord qui résultera précisément de la prospérité indéfinie de l'œuvre, par nous décidée, commencée, puis désertée.

En 1893, après sa défaite dans le Var, CLEMENCEAU à cinquante-deux ans il est sur le sable. Il écrit à un ami :

"J'ai été méconnu dans mon foyer, trahi dans mes amitiés, lâché par mon parti, ignoré par mes électeurs, suspecté par mon pays. La justice a fermé ses bureaux, mes créanciers assaillent ma porte. Je suis criblé de dettes, je n'ai plus rien, plus rien".

KO le "Tigre" ? *Que nenni !* Le 3 octobre, un mois après sa défaite dans le Var, La Justice renaît de ses cendres. Le titre de l'éditorial en dit long sur son état d'esprit : *En avant !*



CLEMENCEAU EN 1893



Pendant neuf ans il va être écarté du pouvoir parlementaire. Il n'a plus d'indemnité, plus de salaires du journal *La Justice* qui continu de sombrer. Trop tard pour reprendre la médecine. Le journalisme sera sa planche de salut. Il parle bien, mais il écrit lourdement. POINCARÉ qui le détestait, dira : "Il a mis toute sa lourdeur dans son style, toute sa légèreté dans sa vie". En revanche, le style journalistique lui convient à merveille. Il va en vivre pendant toute sa traversée du désert. Ce sera pour lui une autre forme de pouvoir. Et bientôt, le quatrième pouvoir. En 1897, alors qu'il est rédacteur du journal *l'Aurore*, son ami ZOLA lui soumet un texte : Une lettre ouverte au président de la République. CLEMENCEAU, en bon journaliste lui propose un titre bien plus percutant, inclut dans le texte : **J'accuse**. *L'Aurore* tire 300 000 exemplaires. C'est le début de l'affaire DREYFUS. CLEMENCEAU ne lâchera jamais l'affaire, faisant fi des duels, des menaces et des insultes, il y consacra 665 articles, jusqu'à la réhabilitation de DREYFUS. Sans être fin psychologue, on peut imaginer qu'il s'est senti proche d'un homme, comme lui, injustement accusé de trahison à sa patrie.

En avril 1902 A son domicile de la rue Franklin, CLEMENCEAU reçoit une délégation d'élus Varois, menée par Félix CLAVIER le maire de Draguignan. Il est accompagné de la vieille garde radicale : Maurice INGUIMBERT et Justin TEISSEIRE, ils ont été et sont plus que jamais les fervents et fidèles soutiens de CLEMENCEAU. Ils viennent, ni plus, ni moins, lui offrir le siège de Sénateur du Var. Pourquoi ? Les grands électeurs de la Loire Inférieure viennent de porter au Sénat le Général MERCIER, ancien Ministre de la guerre, qui s'était opposé, à tout réexamen de l'affaire DREYFUS. Pour les Varois c'est une provocation qu'il faut relever, et la seule réponse de portée nationale serait, l'entrée au Sénat de CLEMENCEAU, défenseur de DREYFUS. Il se trouve qu'après le décès du Sénateur DENORMANDIE un siège est disponible dans le Var.

Il commence par refuser. La politique, le Var, il a déjà donné. Mais, CLAVIER revient à la charge, et lui assure la victoire. CLEMENCEAU, au fond n'est certainement pas mécontent de ce retour de flamme. Son nouveau journal, *Le Bloc*, manque de fonds, et l'indemnité de Sénateur, de 9 000 francs par an, serait la bienvenue.

Il finit par accepter. Pendant une campagne de très courte durée, il va retrouver ceux qui ont partagé ses combats et aussi ceux qui l'ont lâché, neuf ans plus tôt. Le 6 avril 1902, il est largement élu et rentre au Sénat, qu'il a jadis féroce ment combattu. Une erreur de jeunesse ? Il dira : "Le Sénat d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier, et les événements m'ont appris qu'il fallait donner au peuple le temps de la réflexion. La réflexion, c'est le Sénat".

Au regard de l'histoire, la France doit une fière chandelle à cette conjuration de Varois, s'obstinant à offrir à CLEMENCEAU, qui n'en voulait pas, le siège de Sénateur du Var. Pendant les trois premières années de la guerre de 14, c'est bien le Sénateur du Var, Président de la Commission de l'Armée, qui s'est octroyé le pouvoir de se rendre où lui semblait bon, sans permission, et sans avertissement. Ses incursions dans les tranchées, au plus près des Poilus, et au mépris du danger, vont fonder sa popularité et sa force, en le propulsant, de combat, en combat... Jusqu'à l'ultime Victoire !



**MONUMENT A LA MEMOIRE DE CLEMENCEAU
ET BUSTE DE CLEMENCEAU PAR RODIN**



SOCIETE DES AMIS DE GEORGES CLEMENCEAU A DRAGUIGNAN

"PIERRE RENAUDEL : UN POLITIQUE VAROIS D'ENVERGURE NATIONALE".

Par Bernard SASSO.



A quelques pas de l'Hôtel de Ville, la rue qui remonte vers la Société Générale et le Crédit Mutuel s'appelle "Rue Renaudel". Elle commence à la brasserie La Frégate mais où s'arrête-t-elle ? Bien peu pourrait le dire. Ce qui est sûr c'est qu'elle est un bien mince hommage à un homme politique de premier rang. Sans doute ces adversaires politiques, et ils furent nombreux, ne lui pardonnèrent pas ses prises de position et ses options politiques. Retour donc sur le parcours de cet Homme d'Etat.



Pierre Hyacinthe Renaudel est né le 19 décembre 1871 à Morgny-La Pommeraye dans le département de la Seine-inférieure (devenue depuis la Seine-Maritime). Ces parents sont instituteurs. Bien plus tard, RENAUDEL dira : " *Je suis d'une souche d'instituteurs de campagne. Mon grand-père était instituteur (...)* Mon père, lui aussi, était instituteur. Quant à ma mère, elle était institutrice".



Quand on sait, la place qu'ont tenue les enseignants dans la consolidation et l'approfondissement de la III^e République, on peut mieux comprendre les choix politiques qui seront ceux d'un RENAUDEL adulte. Sa famille est catholique par tradition plus que par conviction. Le père deviendra libre-penseur (ce que son fils sera très tôt lui aussi) sans être athée. Boursier au lycée de Rouen, RENAUDEL rompt avec la tradition enseignante de sa famille pour entrer à l'école de Maisons-Alfort dont il sort avec le diplôme de vétérinaire en 1895.



Pierre RENAUDEL

Il exercera très peu ce métier. C'est le journalisme qui le fera vivre et c'est comme "publiciste" qu'il sera désigné dans les congrès socialistes et dans ses écrits.

Les premières années de la III^e République sont marquées par de grandes luttes politiques et sociales. RENAUDEL naît peu après la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et la Commune de Paris de 1871. La France a été non seulement humiliée par la défaite et le triomphe de l'Allemagne mais aussi a connu une terrible guerre civile qui a fait des milliers de morts. Là aussi, gardons en mémoire ces faits historiques pour l'évolution politique de RENAUDEL. D'autres grands événements marquent la fin du siècle : la crise du 16 mai 1877 et la démission du Président de la République, le Maréchal Patrice DE MAC MAHON, duc de Magenta ; les lois scolaires de Jules FERRY et les combats pour la laïcisation de l'enseignement ; la crise boulangiste et l'affaire de Panama qui menacent les fondations même de la République ; l'Affaire DREYFUS qui fracture la société française.



Edouard VAILLANT

C'est en pleine Affaire (1899) que RENAUDEL rejoint l'une des sections du Parti Socialiste Révolutionnaire (P.S.R.) d'Edouard VAILLANT. En 1900, il est délégué de la Fédération socialiste révolutionnaire au Congrès National de Paris, Salle Wagram (28- 30 septembre).

Délégué à la propagande du parti, il parcourt la France, "diffusant les idées socialistes par la parole et la plume" et en devient l'un des militants les plus actifs du parti. Lors de ces conférences, il attaque le militarisme mais aussi la participation ministérielle des socialistes, à une époque où l'un d'entre eux, Alexandre MILLERAND (futur Président de la République) vient d'entrer au gouvernement de WALDECK-ROUSSEAU. Mais la lutte anticléricale reste l'angle d'attaque favori du militant RENAUEDEL : *"Le socialisme ne peut prétendre être "scientifique" s'il n'admet pas la lutte contre les religions qui sont autant d'obstacles à l'émancipation intellectuelle et qui sont toutes les négations véritables de l'esprit scientifique"* déclare-t-il.

Il ne sert pas seulement de la parole pour convaincre mais aussi de la plume. Il est rédacteur en chef d'un hebdomadaire *La Vie Socialiste* de Francis DE PRESSENSÉ et collabore activement à un journal de Rouen *Le Peuple*. Ce dernier a la particularité de donner la date selon 3 calendriers : le calendrier romain, le calendrier républicain, le calendrier socialiste qui commence en 1872 mais dont les mois se formulent en termes républicains. En 1902, il se présente aux élections législatives en Seine-Inférieure. Il est battu dès le premier tour bien que recueillant près de 4000 voix.

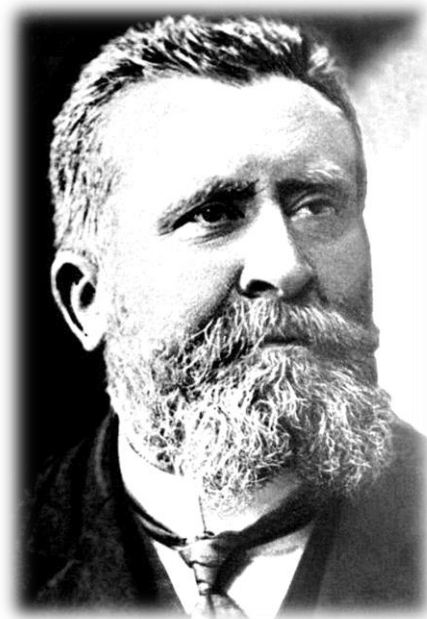
Rebuté par le sectarisme de beaucoup de militants du PSR mais aussi impressionné par le charisme et la personnalité de Jean JAURES, il se rapproche de ce dernier tandis que s'ébauche l'unité entre les différentes branches du socialisme français. Peu à peu RENAUEDEL se déclarera un disciple inconditionnel de JAURES, le restant jusqu'à sa mort au milieu des années 30. Sous l'influence de JAURES, RENAUEDEL qui a été fortement marqué à ses débuts par le blanquisme, va évoluer vers des positions plus modérées. Il sera aussi marqué par l'influence des Fabiens anglais qui vont nourrir tant le travaillisme britannique que la social-démocratie allemande. Mais surtout à la suite de JAURES, il inscrit de façon décisive son socialisme dans la filiation de la Grande Révolution. Comme le déclare Jean JAURES lors du Congrès de Toulouse en 1908 : *"Le triomphe du socialisme sera, non une rupture avec la Révolution Française, mais la consommation de la Révolution Française dans des conditions économiques nouvelles"*.

Il faut garder en mémoire cette filiation établie par JAURES si l'on veut pleinement appréhender le parcours politique de RENAUEDEL.

Très vite, Jean JAURES le distingue. RENAUEDEL fait ainsi parti de la délégation du PSF qui se rend à Amsterdam où se tient du 14 au 20 août 1904 le sixième congrès de la Seconde Internationale fondée en 1889. Il se sépare en cette occasion des convictions de JAURES. Celui-ci, ne soutenant pas la "résolution de Dresde" qui condamnait les positions réformistes et *"les tentatives révisionnistes"* ainsi qu'une *"politique de concession à l'ordre établi"* selon les mots du texte de résolution présentée par les partisans de GUESDE. Il est vrai que l'année précédente RENAUEDEL avait publié un opuscule *"Pour le socialisme : Arguments"* où il se présentait comme un matérialiste athée, affirmant un socialisme révolutionnaire, et ayant pour cible le cléricisme, le militarisme et le capitalisme. Mais, s'y glissait aussi l'affirmation que *"La République est la seule forme de gouvernement qui permette avec le minimum de heurts, le passage à l'état socialiste"*. Déjà dans la pensée renaudélienne, mais inspiré incontestablement par les positions du blanquisme patriote, le lien entre la République et le socialisme est affirmé.



Cette même année, est fondé par JAURES le journal *L'Humanité* dont RENAUEDEL devient administrateur. L'année suivante, en avril, lors du congrès de l'Unité qui se tient à la salle du Globe à Paris, naît la SFIO (Section Française de l'Internationale Socialiste) "parti non pas de réforme mais parti de lutte de classe et de révolution". En 1909, il répond à l'appel de son ami le député de Draguignan, Maurice ALLARD. L'un et l'autre sont francs-maçons. Une élection partielle a lieu dans la seconde circonscription du Var, celle de Toulon *extra-muros* suite à l'élection comme sénateur du député sortant, Louis MARTIN. RENAUEDEL s'est-il laissé convaincre par Maurice ALLARD parce que ce dernier lui a dit que le département avait besoin d'un orateur passionné, éloquent et combatif, bien familiarisé avec le public des réunions publiques. Pierre RENAUEDEL connaît parfaitement le débat public : de 1900 à 1908 il a parcouru la France pour y faire des conférences sur la doctrine et l'action socialistes.

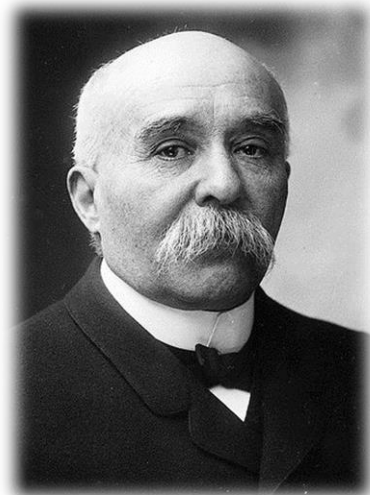


Jean JAURES



Maurice ALLARD

Quelle est la situation politique varoise à cette date ? Celle-ci a considérablement évolué depuis le début du siècle où la gauche unie monopolisait la représentation parlementaire. A partir de 1906, le Bloc des Gauches s'est disloqué. La cause en revient à l'excessive fermeté du ministre de l'Intérieur puis chef du gouvernement, Georges CLEMENCEAU, qui est aussi le "patron" politique du Var. Son autoritarisme et la politique vigneronne de son gouvernement



CLEMENCEAU

lors de la grande crise de 1907 valent à CLEMENCEAU de très vives critiques. "Débarrasser le Var de CLEMENCEAU est une mesure de salubrité publique" déclare le député de Brignoles VIGNE. Les socialistes varois ne perdent plus une occasion de dénoncer "le sanglant CLEMENCEAU". Le 23 février 1908, près de 6000 personnes – selon *Le Petit Var* – se rassemblent au Luc à l'appel des socialistes et des radicaux hostiles au gouvernement CLEMENCEAU et pour voter une motion de défiance contre lui.

L'élection partielle de 1909 offre donc un test aux nombreux anticlemencistes varois. Qu'importe que RENAUDEL soit "un candidat exotique", comme on disait à l'époque. Aujourd'hui on dirait un "candidat parachuté" ! Les socialistes locaux trouvent dans ce choix un avantage : l'ennemi du gouvernement n'était pas un Va-



rois, ce qui ménageait la répugnance de certains à une déclaration de guerre trop ouverte au président du Conseil.



Marius ESCARTEFIGUE

Pierre RENAUDEL doit affronter une dizaine de candidats. Parmi eux le maire de Toulon, Marius ESCARTEFIGUE devenu "socialiste indépendant" après être passé par l'anarchisme et la SFIO (il terminera sa carrière "père politique" de Maurice ARRECKX dans les années 50), et le maire de La Seyne Henri PETIN. Les principaux candidats, patronnés par le congrès radical-socialiste de Solliès-Pont sont tous "gouvernementaux" c'est-à-dire clemencistes, RENAUDEL reçoit lui le soutien actif des figures parisiennes du socialisme : Edouard VAILLANT, l'une des dernières grandes figures vivantes de la Commune de Paris de 1871 vient le soutenir. Mais c'est surtout JAURES – à qui cette circonscription avait été jadis proposée – qui soulève l'enthousiasme : 1800 personnes viennent l'écouter à Hyères, elles sont 3000 à La Seyne. Le premier tour place RENAUDEL en tête de tous les candidats et Henri PETIN en tête des candidats clemencistes. ESCARTEFIGUE, dont la candidature a été favorisée en sous-main par CLEMENCEAU, se retire en donnant pour consigne de "barrer la route au collectivisme".

Pour les socialistes, Henri PETIN devient le candidat de la Réaction tandis que les élus communaux républicains lancent un appel pronostiquant l'apocalypse rouge si RENAUDEL est élu. Voter contre CLEMENCEAU, déclarent-ils, c'est se montrer indigne "des héritiers et des continuateurs de la Révolution française".

Le deuxième tour voit la victoire avec près de 40% d'Henri PETIN, RENAUDEL plafonnant à 27%. Il arrive en tête dans trois communes (La Cadière, La Crau, Ollioules) et il a reçu l'appui dans de nombreux endroits des paysans varois.

L'année suivante voit le renouvellement de la Chambre des députés et cette fois encore Pierre RENAUDEL est de nouveau candidat dans la deuxième circonscription (Toulon II). Henri PETIN ne se représente pas. Il est atteint d'un cancer qui va l'emporter à quarante ans. Face à lui le maire de Sanary François COREIL.

La condamnation de CLEMENCEAU est la principale arme de la campagne socialiste d'autant que le programme de ce dernier est sans ambiguïté : oui aux réformes sociales, non à la révolution et aux menaces sur la propriété privée. Les radicaux se lancent partout dans la bataille au nom de CLEMENCEAU. Les anciens partenaires de l'union des Gauches se déchirent et les affrontements entre eux sont virulents. Au soir du second tour, les radicaux ont récupéré Toulon intra-muros et conservé Toulon II. Mais RENAUDEL n'a été distancé que de 581 suffrages par le radical obtenant plus de 31% des suffrages.

Malgré ces deux échecs, RENAUDEL n'abandonne pas. Il est de nouveau candidat, aux élections générales qui se déroulent moins de trois mois avant le déclenchement de la Grande guerre. Nationalement ces élections voient une spectaculaire progression des socialistes qui obtiennent 102 sièges. Dans le Var, ils ont enlevé 4 circonscriptions sur cinq. RENAUDEL s'est porté candidat dans la III^e, une nouvelle circonscription qui comprend toujours La Seyne-Hyères. C'est un socialiste actif ayant fait un gros effort de propagande qui se présente devant les électeurs varois.

Il se déclare comme candidat d'union et de rassemblement : *"Libre penseur, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, socialiste avant et par-dessus toutes choses"*. Son programme ? Retour au service militaire à deux ans au lieu de trois, impôt sur le revenu, représentation proportionnelle avec quelques variantes sur les syndicats, les coopératives, la protection de l'agriculture et de la santé publique. Face à Pierre RENAUDEL, COREIL est en perte de vitesse. Il doit accepter un accord de désistement réciproque avec ces rivaux dont un avocat à la Cour d'Appel de Paris, "radical indépendant", Henri AIGUIER, fortement soutenu par CLEMENCEAU. Au soir du deuxième tour, le 10 mai, RENAUDEL remporte une victoire inattendue pour beaucoup : il a 209 voix d'avance sur AIGUIER.

En 1914, le nouveau député de La Seyne a 43 ans. Il est apprécié à la SFIO où on le surnomme "Le gros". C'est un bon vivant, cordial et chaleureux. Il a le sens du contact humain et l'humanisme ensoleillé de JAURES. Un historien le décrit ainsi : *"Court sur pattes, bedonnant, sa figure poupinne aux gros yeux étonnés, aux moustaches relevés en pointe, au menton absent, évoque curieusement la face de la lune"*. C'est un homme d'une intégrité totale. A partir de 1914, et sauf pendant la période de 1919-1924 où il n'est pas réélu, il vivra de son indemnité parlementaire. Tous ces revenus sont modestes. Il donnera plus à son parti qu'il n'en reçut de lui. Il mourra pauvre. Dans son livre *La gauche en France*, Jean TOUCHARD écrira : *"C'est un bon orateur, c'est aussi un homme de commissions, qui a de la rondeur, de la chaleur [...] RENAUDEL n'est ni un philosophe, ni un ambitieux. C'est fondamentalement un socialiste jaurésien et un patriote"*.

A la mort de RENAUDEL, Lucien LEVY-BRUHL qui fut l'ami le plus intime de Jean JAURES pouvait ainsi écrire : *"RENAUDEL a pris pour modèle ce héros du socialisme, qu'il aimait tant. Sans doute, il ne pouvait aspirer à l'extraordinaire culture littéraire, historique, philosophique dont s'était parés les dons naturels de JAURES. Mais le désintéressement absolu de RENAUDEL, sa vie privée si pure et si nette de toute compromission, sa hauteur de caractère, et son dédain pour les satisfactions mesquines d'amour-propre, ont été l'expression, à la fois de la personnalité, et de son union profonde avec JAURES, en qui il voyait réalisée cette noblesse morale"*. Une autre grande figure de la période, Ludovic Oscar FROSSARD, secrétaire général de la SFIO



RENAUDEL, "le gros".

de 1918 à 1920 puis secrétaire général de la Section française de l'Internationale communiste de 1921 à 1923 écrira dans son livre de 1943, *Sous le signe de JAURES, souvenir d'un militant*, à propos de RENAUDEL : *"Il n'était ni un théoricien, ni un orateur, ni un journaliste. Il était un homme d'action, et ne voulait être que cela. Il avait un sens politique avisé, une grande aptitude à saisir les difficultés d'une situation, une perception très vive du possible, avec un cœur d'or"*.

A la veille de la guerre, son ami et compagnon JAURES est assassiné. RENAUDEL, en ce 31 juillet



Jean JAURES

1914, est assis à côté du tribun dans le café du Croissant quand Raoul VILLAIN lui tire dessus. C'est RENAUDEL qui se saisira de l'assassin et l'assommera d'un coup de poing.

Trois mois se sont passés entre l'élection de RENAUDEL dans le Var, la mort de Jean JAURES fin juillet 1914, la première guerre mondiale éclate. Après l'entrée en guerre le groupe parlementaire, la commission administrative permanente du parti et le conseil d'administration de *L'Humanité* rendent public un manifeste dans lequel ils acceptent l'Union Sacrée que propose le président du Conseil René VIVIANI. Jules GUESDE (ministre d'Etat sans portefeuille) et Marcel SEMBAT (ministre des Travaux Publics) rentrent au gouvernement. Après quelques moments d'incertitude concernant l'entrée en guerre, RENAUDEL les mettra rapidement de côté pour se joindre à l'effort de défense nationale et à l'Union Sacrée, au nom de la fidélité à Jean JAURES. Il se fera plus tard, lors des délibérations à huit clos des Chambres "Comité secret" un partisan de la guerre à outrance et un adversaire intransigeant de la "paix blanche". Quant fin août 1917, se réunira à Stockholm une conférence internationale socialiste, RENAUDEL y affichera son hostilité à une "paix blanche" car à ses yeux la paix à un prix : la culpabilité allemande.

Bien plus tard, Léon BLUM écrira de Pierre RENAUDEL qu'il était de ces socialistes qui incarnaient le patriotisme révolutionnaire de tradition jacobine. Selon BLUM, RENAUDEL aurait été *"des Jacobins qui en 1793 déclarait la Patrie en danger, qui aurait été au côté de BLANQUI lors de la guerre franco-prussienne et qui aurait été au côté de JAURES en 1914 pour affirmer le socialisme patriotique"*.



Il faut aussi chercher un successeur à la tête de *L'Humanité*, le quotidien qu'a fondé Jean JAURES et dont le premier numéro est sorti dans les kiosques le 18 avril 1904. Pour succéder à celui qui a été pendant dix ans, l'âme et l'artisan du journal, les socialistes font appel à Pierre RENAUEDEL.

La ligne du journal n'est pas différente de celle de la SFIO ou de la CGT : participation à l'Union sacrée et soutien au gouvernement de René VIVIANI. Dès les premiers jours de la guerre, l'accent est mis sur l'agression allemande même si *L'Humanité* insiste que la France ne fait pas la guerre au peuple allemand mais à l'impérialisme allemand et au militarisme prussien. L'entière responsabilité de la guerre est donc mise au compte de l'Allemagne, la France républicaine défendant selon RENAUEDEL, *"le droit et la liberté comme les révolutionnaires de 1792"*.

Tandis que la guerre se prolonge, le soutien socialiste à l'Union Sacrée est de plus en plus contesté à l'intérieur même du parti et aussi à l'étranger. LENINE et TROTSKI sont particulièrement sévères. TROTSKI condamne "le



LENINE

chauvinisme le plus échevelé" des articles d'Edouard VAILLANT dans *L'Humanité* et accuse RENAUEDEL d'être *"un grand maître des petites causes"*.

Du 5 au 8 septembre 1915, se réunit dans la localité suisse de Zimmerwald une conférence socialiste internationale qui est la première réunion générale des socialistes depuis le commencement de la guerre. Ni le SPD ni la SFIO n'ont été invités du fait de l'appui apporté à la politique par leur gouvernement. Ainsi en juillet, le conseil national de la SFIO sous l'autorité de RENAUEDEL s'est prononcé pour la continuation de la guerre contre l'impérialisme militariste allemand jusqu'à la victoire. A la conférence de Zimmerwald le représentant de la Russie est LENINE. La conférence condamne la guerre au nom de l'internationalisme prolétarien. Après la publication du



TROTSKI

manifeste rédigé à Zimmerwald, RENAUEDEL répond dans un éditorial de *L'Humanité* sous le titre, "Ni la mort de l'Internationale ni la paix de Zimmerwald". Il ne fait aucune concession à ceux qui s'opposent à la guerre : *"La prétention des rédacteurs du manifeste a été de redresser les erreurs des socialistes des pays belligérants depuis la guerre. Il semble malheureusement qu'ils soient passés à côté des problèmes qui se posent à cet égard.*

Gouvernements monarchiques ou républicains, également responsables dit le manifeste. Non ! Non ! Les démocraties sont pacifistes, on leur reproche assez pour qu'elles le revendiquent avec fierté. Mais si elles sont attaquées, il faut que l'un des deux principes en présence triomphe. Ce n'est plus seulement l'avenir concurrent des races qui se joue. C'est bien, en effet la liberté du monde, l'avenir de l'humanité dans une évolution tranquille et sereine.

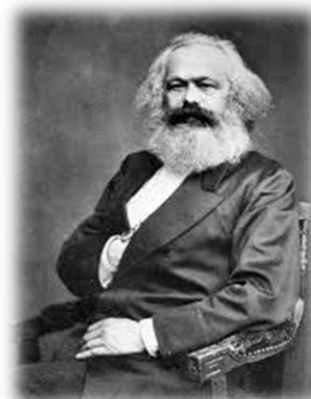
Si les démocraties étaient vaincues, quelle force garderait donc le socialisme pour les mener vers la lumière, s'il n'avait été pour elle qu'une raison de faiblesse. Et si le socialisme a prêté son appui aux forces impérialistes de violence, quand elles ont déchaîné le fléau et quand leur responsabilité éclate, quelle confiance pourrait lui conserver le peuple qu'il aura laissé entraîner vers l'abîme. Et c'est là ce qui fait la responsabilité de la social-démocratie allemande. En s'associant aux desseins du pangermanisme, elle a commis la plus lourde des fautes".

Les opposants socialistes à la guerre n'en gagnent pas moins du terrain. L'année suivante, une seconde conférence des socialistes hostiles à la guerre se réunit à Kienthal, toujours en Suisse. En août au conseil national de la SFIO la majorité autour de RENAUEDEL repousse *"le dangereux divisionnisme de Zimmerwald et Kienthal"*. En décembre, cependant, sur l'injonction du parti, GUESDE et SEMBAT quittent le gouvernement et au XIII^e Congrès du parti, du 24 au 29 décembre à Paris, les majoritaires conduits par Pierre RENAUEDEL n'obtiennent que 53% des mandats tandis que la tendance autour de Jean LONGUET (le petit-fils de Karl MARX) faisant des réserves sur la défense nationale et réclamant une conférence internationale obtient elle 37% et les zimmerwaldiens avec Fernand LORIOT 8%.



Jean LONGUET

L'année 1917 est marquée par Les deux révolutions russes. Celle d'abord de février *L'Humanité* titre : *"La Révolution triomphe en Russie. L'ancien régime s'écroule sous la poussée de toutes les forces nationales"*. Si RENAUEDEL témoigne d'abord de la sympathie à la révolution russe et à KERENSKI, la prise de pouvoir par les bolcheviks en octobre est nettement moins accueillie, *L'Humanité* titrant : *"Un coup d'Etat en Russie. Les maximalistes maîtres de Petrograd. Kerenski déposé"* et RENAUEDEL ne cessera d'opposer l'humaniste JAURES à LENINE selon lui dictateur machiavélique et sanguinaire.



Karl MARX

Le traité de Brest-Litovsk de mars 1918 est pour RENAUEDEL une forfaiture mais la motion qu'il présente en juillet 1918 au Conseil National du parti reçoit 1172 voix contre 1547 à la motion LONGUET. La motion RENAUEDEL approuvait l'intervention des Alliés contre les bolcheviks. : *"Le Conseil National reconnaît qu'une telle intervention est utile, tant pour la lutte contre l'impérialisme allemand que la destruction du Traité de Brest-Litovsk"*.

Dans un article de fin juillet toujours de 1918, il jugera que le "cordon sanitaire" mis en place pour contenir les Bolcheviks pouvait servir à protéger *"l'émancipation des peuples tombés sous le joug des bolcheviks"*. Dans le cadre de sa défense acharnée des minorités RENAUEDEL se fera un inlassable défenseur des indépendances de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan annexés par les bolcheviks.



RENAUEDEL

L'antibolchevisme de RENAUEDEL est fondé sur la conviction que ce système s'est construit sur la tyrannie, et que celle-ci est une dictature établie par un "coup de main" ou "un coup d'Etat" organisé par l'Armée Rouge fanatisée par TROTSKI. Ce n'est donc pas une Révolution émancipatrice. Quand RENAUEDEL parle de "révolution russe" c'est celle de février et non celle d'octobre. Cette dernière est selon lui *"anti-prolétarienne"*. Elle s'est révélée comme *"un régime de violence sanglante, et appliquée non pas à la bourgeoisie, mais au prolétariat lui-même"*. Cette dictature s'appuie sur la terreur. RENAUEDEL signale en particulier le langage de TROTSKI qui va selon lui dans le sens de "la répression la plus impitoyable, la militarisation la plus forcenée, la dictature la plus renforcée, la soumission des masses la plus absolue". Par ses excès même, continue RENAUEDEL, le bolchevisme peut entraîner une réaction et une terreur de Droite. RENAUEDEL, parmi d'autres so-

cialistes, sera convaincu que le bolchevisme a permis l'accession au pouvoir de MUSSOLINI en Italie.

Le député de La Seyne établit enfin un lien étroit entre militarisation, militarisme et bolchevisme qui aboutissent à l'impérialisme bolcheviste. C'est là un élément fondamental de la pensée de RENAUEDEL : *"Les bolcheviks prétendent baser toute leur action extérieure sur la révolution internationale universalisée pour établir le communisme en rejetant au loin tous les impérialismes nationaux, mais ils les utilisent largement quand ils peuvent les retourner contre les alliés. En Orient ils font appel aux nationalismes exaspérés. Ils les surexcitent sans mesure jusqu'au jour prochain qu'ils s'apercevront que la Russie ne sera pas plus épargnée que le reste de l'Europe si la lutte doit s'engager entre le monde asiatique et la vieille civilisation européenne"*.

Et RENAUEDEL de conclure : [Le bolchevisme a] *"emprunté dans l'ordre du militarisme et la politique extérieure les méthodes et les ambitions du capitalisme, en les recouvrant du manteau théorique de la dictature du prolétariat"*.

La révolution russe a de profondes répercussions sur la SFIO : en juillet 1918, la réunion du Conseil National du parti voit la victoire des minoritaires de Jean LONGUET. Cette victoire est confirmée lors du congrès national en octobre les ex-minoritaires triomphent encore sur les partisans de RENAUEDEL. Ce dernier est remplacé à la tête de *L'Humanité* par Marcel CACHIN (qui restera directeur du journal jusqu'à sa mort en 1958). Entre temps le journal fondé par Jean JAURES est devenue après le congrès de Tour de décembre 1920 l'organe du Parti Communiste Français et suit désormais la voie du communisme révolutionnaire.

Minoritaire au congrès de Paris en 1918, Pierre RENAUEDEL est de nouveau battu lors des élections législatives de novembre 1919, les premières de l'après-guerre. Cette fois le scrutin d'arrondissement a disparu au profit d'une liste bloquée. Aux candidats SFIO s'oppose le Bloc Républicain qui se réclame de CLEMENCEAU. Le manifeste du Bloc alerte les électeurs sur les événements en Russie, et accuse le parti socialiste de faire sienne la cause du bolchevisme : *"Nous sommes contre toute dictature qu'elle soit d'un homme ou d'une classe, et notre département qui, en 1851, prit les armes contre la dictature d'un homme, saura par le succès de notre liste, manifester son dégoût pour la dictature bolcheviste et son amour indéfectible pour la République et la Liberté"*. Les résultats donnent une victoire très large au Bloc Républicain clemenciste. L'année suivante le congrès de Tour en décembre voit la création du Parti Communiste et RENAUEDEL qui participe au congrès se retrouve avec Léon BLUM à garder les clefs de "la vieille maison". Il est encore une fois dans la minorité.

En tout début d'année les militants socialistes du Nord avaient proposé à RENAUEDEL de se présenter à une élection partielle. Ce dernier avait préféré "attendre patiemment l'heure de la revanche" et rester fidèle au Var. Il est de toute façon mis à l'écart du parti par son soutien à l'Union Sacrée et son soutien à la 2^e Internationale ainsi que pour sa dénonciation de la Révolution bolchevique. Il est combattu aussi sur sa droite bien sûr. Enfin les Communistes en ont fait une cible privilégiée. Dans *L'Humanité* de la fin juillet 1920, Paul VAILLANT-COUTURIER écrit : *"RENAUEDEL a été tué lui aussi en 1914, et j'ai été pris de réelle pitié pour ce disciple condamné à n'adorer plus qu'une idole immobile au lieu de suivre un génie vivant"*.



Léon BLUM

Il sera de retour à la Chambre en 1924. La gauche y était minoritaire en voix mais majoritaire en nombre de sièges grâce à la loi électorale. Dans le Var, la liste conduite par RENAUEDEL obtient la majorité absolue et 4 députés socialistes sont envoyés à la Chambre (les socialistes passaient de 52 à 105 sièges). RENAUEDEL est favorable à une participation au gouvernement dirigé par les radicaux alors que Léon BLUM s'y oppose, ce dernier ne voulant que soutenir le gouvernement. Le député du Var y était d'autant plus favorable qu'il estimait Edouard HERRIOT dont il se fit un ardent défenseur.



Edouard HERRIOT

Au Conseil National du parti en août 1925, la motion RENAUEDEL qui *"répudie le soutien, mais accepte la participation dans un gouvernement résolument démocratique, pacifique et réformateur"* obtient 559 voix contre 2210 à la motion BLUM soutenant le gouvernement sans participation. L'année suivante au Congrès de Lyon, la motion RENAUEDEL en faveur de la participation obtient 1228 mandats contre 1433 à un refus de participation.

La fracture entre le chef socialiste BLUM et le député du Var ne cessera de s'élargir jusqu'à la rupture.

RENAUEDEL est réélu en 1928 et 1932 où il est élu dès le premier tour avec plus de 53% des voix. Sa réélection en 1928 a été la plus difficile : sur sa droite, un ancien sous-préfet de Toulon GOZZI et sur sa gauche un jeune journaliste Gabriel PERI représentant le Parti Communiste. Au soir du premier tour GOZZI devance RENAUEDEL. Au nom de la tactique "classe contre classe", Gabriel PERI maintient sa candidature qui vaudra à RENAUEDEL une élec-

tion à la majorité relative devançant de moins de 400 voix Louis GOZZI.

A la Chambre, parmi les projets qu'il défendra, le "suffrage des femmes". Il sera en 1932, le rapporteur d'un projet accordant aux femmes françaises *"une justice égale à celle qu'elles ont obtenue dans presque tous les pays du monde"*.

Le projet sera adopté par 463 voix contre 18 mais le Sénat le repoussera.

Il réclamera aussi à plusieurs reprises l'abolition de la peine de mort par la suppression de l'allocation au bourreau. Dans une proposition d'abolition en 1927, il affirmera l'inviolabilité de la vie humaine.

Sur le plan international il sera un défenseur acharné de la Société des Nations. Et à l'arrivée d'HITLER à la fin janvier 1933, il sera le seul orateur de la Chambre à stigmatiser "les projets connus de réarmement allemand" et rappellera le risque que font courir à la paix toutes les dictatures, celles d'HITLER et de MUSSOLINI mais aussi celles d'Europe centrale et d'Union Soviétique. Dès cette époque, il est favorable à l'augmentation des crédits militaires contre les menaces extérieures.

Ces succès n'empêchent pas RENAUEDEL classé de plus en plus à la droite de la SFIO de s'écarter de la ligne majoritaire défendue par Léon BLUM. Au contraire de celle-ci, RENAUEDEL est favorable à l'union des forces de gauche, le Cartel des gauches, et surtout à l'axe socialiste-radical et à la participation dans des ministères formés par des radicaux. RENAUEDEL regrette ainsi le refus de la SFIO de ne pas rentrer dans le gouvernement d'Edouard HERRIOT. Cette divergence avec la majorité du parti et son chef Léon BLUM va mener à la scission de 1933.

La crise de 1933 est la plus grave depuis le congrès de Tour. Celui-ci s'était déroulé à l'ombre de la Révolution russe, celle de 1933 sous celle de l'arrivée au pouvoir d'HITLER et celle de la crise de la démocratie française. La rupture qui en sortit se produisit sous la forme d'une scission qui entraîna derrière RENAUEDEL et ses amis le départ d'un groupe de parlementaires et de militants à qui on allait donner le nom de néo-socialistes.

La crise tire son origine immédiate des élections de mai 1932 où la SFIO avait une fois de plus devancé le parti radical en voix mais, système électoral oblige, derrière ce parti en nombre de parlementaires. La question de la participation aux gouvernements se posait à nouveau. La droite du parti autour de RENAUEDEL la jugeait imposée par la victoire électorale de mai 32, la gauche du parti voulait la rendre difficile sinon impossible. A cela s'ajoutait l'attitude des radicaux, surtout d'Edouard HERRIOT qui préférait placer les socialistes devant l'alternative de soutenir leur politique de compression budgétaire ou de prendre la responsabilité de leur chute. C'est donc vers le glissement progressif du pouvoir de la gauche vers le centre que redoutaient RENAUEDEL et ses partisans. La chute des gouvernements HERRIOT en décembre 1932 puis celle de PAUL-BONCOUR en janvier 1933 montra que la crainte de la droite de la SFIO était justifiée.

La crise au sein du Parti allait se nouer après la chute du gouvernement PAUL-BONCOUR et la nomination d'Edouard DALADIER.



Edouard DALADIER

Ce dernier proposa aux socialistes la participation. Une minorité de parlementaires autour de Léon BLUM y était opposée. La majorité par contre était disposée à accepter l'offre : les uns derrière RENAUEDEL étaient prêts à dire oui immédiatement, d'autres derrière Vincent AURIOL et Marcel DEAT voulaient des garanties programmatiques que DALADIER refusa de donner. C'est justement ce refus de DALADIER qui provoqua la crise. Le 1^{er} mars 1933, la majorité du groupe socialiste décida de voter l'article 83 du projet de finance du gouvernement qui prévoyait la réduction du salaire des fonctionnaires. Autour de Léon BLUM, la minorité rompit l'unité de vote.

Un Congrès extraordinaire en avril 1933 à Avignon montra que la majorité des militants était opposé à la ligne défendue par la majorité des parlementaires socialistes et répéta l'interdiction de toute intégration organique dans la majorité parlementaire. La rupture devenait inévitable quand le groupe parlementaire décida de voter le budget. A cette occasion RENAUEDEL mit en garde la majorité du parti que "*la responsabilité de sanctions*" serait une "*responsabilité de scission*". Il dénonça les "finasseries" de BLUM et le "verbalisme révolutionnaire". Sa motion reçut 925 mandats et celle de BLUM 2804.

En juillet s'ouvrit le congrès ordinaire du parti. Sur lui planait les ombres venant d'Allemagne : l'arrivée au pouvoir d'HITLER en janvier 1933 et la disparition de la puissante social-démocratie allemande. Le congrès adressa un blâme à la majorité du groupe parlementaire. Renaudel prit la parole pour plaider une fois encore la sauvegarde de la majorité de gauche élue en 1932. Il déclara que le désaccord entre la majorité et la minorité du parti ne portait pas sur les buts du socialisme mais sur les méthodes permettant de les atteindre. Il demandait la participation à un gouvernement de coalition et le vote du budget et surtout le vote des crédits militaires face au danger de l'Allemagne hitlérienne.

C'est cependant les discours d'Adrien MARQUET, député de la Gironde et Marcel DEAT qui allaient rendre la scission inévitable. MARQUET demanda que le parti socialiste devienne un parti d'ordre et d'autorité et aussi un parti national. Pour MARQUET, le socialisme français ne devait pas hésiter à organiser la vie économique dans le cadre national pour protéger les classes laborieuses. Le discours de MARQUET arracha à Léon BLUM le célèbre propos : "*Je suis épouvanté*". BLUM intervint pour se demander si le programme proposé n'était pas celui d'un "parti social-national de dictature" et rappela que "la propagande socialiste n'est pas une propagande d'autorité, qu'elle n'est même pas une propagande d'ordre au sens où vous l'entendez mais qu'elle est une propagande de liberté et une propagande de justice". L'intervention de Marcel DEAT fut encore plus remarquable. L'ancien normalien, l'agrégé de philosophie, le député élu en 1928 dans le XX^e arrondissement contre le communiste Jacques DUCLOS souligna que le socialisme se trouvait face à un adversaire inattendu. Au lieu de la grande bataille entre le prolétariat et le capitalisme le socialisme était confronté à un adversaire qui tirait parti de la crise du capitalisme et organisait une économie dirigée dans un cadre fermé. DEAT ne voyait



Adrien MARQUET

que des avantages à un repli national puisqu'il permettrait de sortir de l'économie libérale. Dans l'immédiat il proposait au parti de faire barrage à la droite au Parlement et en même temps d'offrir un programme "*aux masses désorientées de ce pays qui attendent des mots d'ordre, et qu'un parti que ce parti qui est le nôtre, les conduise à la bataille et à la victoire*". La salle l'ovationna.

Les déclarations des néos (le mot se répandit alors) trouvèrent un large écho dans la presse française et étrangère. Les journaux nazis et fascistes, MUSSOLINI lui-même voulurent voir dans l'événement le signe de l'influence qu'exerçaient leurs idées jusque sur leurs adversaires.

C'est naturellement à l'intérieur de la SFIO que les suites furent les plus visibles. Léon BLUM entreprit une campagne de dénonciation des conceptions néos afin d'isoler leurs auteurs et de préparer une scission. Il fit d'abord la démonstration de la rupture avec la doctrine traditionnelle du socialisme. D'un côté, le socialisme de classe, de l'autre le socialisme "représentant de masses confuses et hétérogènes", d'un côté le socialisme poursuivant la destruction du capitalisme, comme régime de propriété et d'oppression, de l'autre l'anticapitalisme se bornant à combattre les excès du capitalisme ; ici la démocratie sociale couronnant la démocratie politique, là un Etat fort, enfin ici le socialisme international, là le socialisme dans le cadre national. BLUM n'accusait pas les néos de fascisme, il les accusait de subir ce qu'il appela "la contagion du fascisme" en voulant combattre celui-ci "avec ses propres armes, en lui empruntant son terrain de combat, en lui dérochant une partie de son idéologie, de sa sentimentalité, en essayant de capter une partie de sa clientèle". Les néos furent scandalisés par la campagne de BLUM et protestèrent contre l'apparementement de leur conception du socialisme avec le fascisme. Dès avril 1927, dans un article du *Populaire* (le journal de la SFIO) avait par avance répondu aux attaques qu'allaient lancer BLUM quelques années plus tard : "*Je ne suis point [...] de ceux qui se troublent d'être classé à droite ou à gauche. Contrairement à ce que*



Marcel DEAT

pensent beaucoup de camarades, ces expressions [...] n'ont guère de sens [...]. A mes yeux, comme nous l'ont appris nos maîtres Jean JAURES et Edouard VAILLANT, il n'y a pour un parti qui a fixé sa doctrine et qui, éclairé par elle, va résolument vers l'avenir, qu'une seule préoccupation dominante : l'action [...] que je me refuse à confondre avec le verbalisme vain, avec l'agitation désordonnée et sans efficacité, avec les gestes de violence, qui est le terrain connu de la bataille des classes et de la nation".

L'événement décisif se produisit toutefois à la Chambre le 24 octobre 1933 lorsque 28 députés regroupés derrière RENAUDEL rompirent l'unité de vote pour donner leurs bulletins de vote au gouvernement DALADIER (sans réussir à empêcher sa chute). Le Conseil national du parti décida alors que les députés ayant voté pour le gouvernement s'étaient mis hors parti. A la suite de cette décision, 27 députés et 7 sénateurs rompirent avec la SFIO pour créer le Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès. Les plus gros bataillons de militants du PSdF venaient en particulier du Var où RENAUDEL avaient gardé une grande influence.

Au tout début avril 1935, Pierre RENAUDEL mourut à Palma de Majorque où il avait été se reposer. Les témoignages rapportent que la scission au sein de la SFIO l'avait considérablement affecté ainsi que les attaques de Léon BLUM. Son corps rapatrié en France fut enterré au cimetière central de Toulon. Lui avait succédé à la députation le communiste Jean BARTOLINI qui avait été son adversaire communiste en 1932.

Deux ans plus tard un hommage solennel lui était rendu à la Bourse du Travail à La Seyne.



Le Petit Var rapporte : "La Bourse du Travail est illuminée aux couleurs tricolores, tandis qu'à l'intérieur les portraits de JAURES et RENAUDEL sont encadrés de larges étamines rouges. A 21 heures devant un auditoire de 2000 personnes on entend "La Marseillaise" et

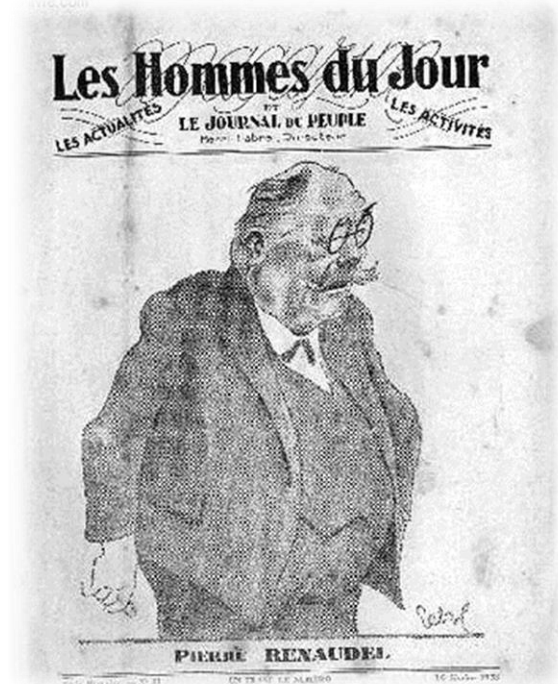
"L'Internationale". Sont aussi présents le sous-secrétaire d'Etat aux Mines, Paul RAMADIER, l'ancien ministre de l'air Marcel DEAT, l'ancien président du Conseil, PAUL-BONCOUR désormais délégué français à la Société des Nations. Pour ce dernier la victoire l'année précédente du Front Populaire est la synthèse que JAURES et RENAUDEL avaient préconisée". Et le délégué à la Société des Nations de poursuivre : "Ce socialisme ne peut faire autre chose que ce que RENAUDEL et son parti avaient souhaité, c'est-à-dire s'inspirer des intérêts de la Nation".

Toute la vie politique de Pierre RENAUDEL est placée sous le signe d'une approche jaurésienne du socialisme : concilier la démocratie et le socialisme, concilier le socialisme avec la nation, concilier la défense nationale et la paix internationale.

Il y a chez ce socialiste patriote, ce Normand mâtiné du soleil du Midi un optimisme démocratique. Comme les philosophes du XVIII^e siècle et les enseignements de la franc-maçonnerie, il a foi dans les progrès et la perfectibilité de la nature humaine. Il est aussi persuadé que cette perfectibilité, produit d'une longue histoire civilisationnelle approfondie par la Révolution Française puis le socialisme français peut s'étendre aux institutions et aux traités internationaux.

Il y a chez cet homme d'Etat trois fibres toujours fécondes : celle de la Patrie, celle de la République, celle de la Démocratie.

Il y a chez cet homme d'Etat trois fibres toujours fécondes : celle de la Patrie, celle de la République, celle de la Démocratie.



Pierre RENAUDEL

Chers amis,

La situation sanitaire reste préoccupante...

Aussi, nous avons décidé, en Conseil d'administration, de faire preuve de patience et d'annuler la conférence du 21 février 2022.

En accord avec le Vice-Amiral Hervé GIRAUD, cette conférence sera reprogrammée au cours du dernier trimestre 2022.

Nous pensons avec cette décision prendre soin de nos sociétaires, et nous refusons de faire courir des risques inutiles à nos amis fidèles.

Par contre, nous avons un réel espoir de voir la situation s'améliorer rapidement, et c'est pour cela que vous trouverez ci-dessous, et en page 4, le programme de nos conférences jusqu'à l'été.



Lundi 14 mars 2022 à 17 h.

*"Les navires câbliers et l'usine
de La Seyne-sur-Mer...
Quelle histoire !"*

Par Gérard FOUCHARD

BULLETIN D'ADHESION ET D'ABONNEMENT

Adhésion avec abonnement au Bulletin *"Le Filet du Pêcheur"* : 20 €

Montant à verser :

- **Par chèque** à l'ordre de : **"Les Amis de La Seyne Ancienne et Moderne"**.
- *Exceptionnellement* en espèces, lors des réunions ou conférences.

Le chèque accompagné du bulletin d'adhésion est à adresser à :

**Madame Chantal DI SAVINO
Le Pré Bleu bât E
372 Vieux chemin des Sablettes
83500 La Seyne-sur-Mer.**

NOM :	Prénoms :
Adresse:	
.....	
Tél :	
Adresse électronique :	

LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE

CONFERENCES

Auditorium du collège Paul ELUARD.
Avenue Marcel PAGNOL, 83500 LA SEYNE-SUR-MER.

Entrée libre.



Lundi 25 avril 2022 à 17 h.

*"L'abbé GALLI :
de l'écran à l'autel".*

Par Yves STALLONI.

Lundi 16 mai 2022 à 17 h.

*"40-45 Stop. Pyro Toulon
dans La Tourmente Stop.
Signé : Benoît PERTHUISOT".*

Par Benoît PERTHUISOT.



Lundi 13 juin 2022 à 17 h.

*"La fin d'une lutte séculaire ?
NAPOLEON et l'Angleterre".*

Par Bernard SASSO.

